

Quatrièmes Rencontres nationales des Luittes de l'Immigration

Echirolles les 10 et 11 novembre 2012

- ◆ Le racisme comme système
 - ◆ L'égalité des droits
- ◆ Les indépendances confisquées

Relevé des interventions

Ce dossier n'est pas un document officiel des Quatrièmes Rencontres nationales des Luites de l'Immigration qui se sont tenues à Echirolles les 10 et 11 novembre 2012. Il est constitué des différentes interventions prononcées depuis la tribune au cours des deux journées mais ne prend pas en compte les débats après chaque table ronde. Initiative personnelle de militants qui en ont assuré la retranscription et la mise en page, ce dossier doit être considéré comme une matérialisation de ces journées.

Modeste contribution destinée à laisser une trace, une mémoire de ces rencontres, ce document que nous espérons être utile, peut être tiré sous forme de livret (*) reproduit, partiellement ou en totalité, ou diffusé en pièce jointe.

(*) La pagination du document et sa mise en forme doivent permettre un tirage papier recto-verso en format A4

Sommaire

Ouverture (Abdallah Benatia) p.3

Historique et Enjeux des Rencontres (Saïd Bouamama) p.5

Première Table ronde : Le racisme comme système

Introduction p.7

Les violences policières (Kamel Badaoui) p.9

Le racisme comme système (1) (Houria Bouteldja) p.10

Le racisme comme système (2) (Saïd Bouamama) p.13

Deuxième Table ronde : L'égalité des droits

Introduction p.17

◆ Femmes immigrées (Fatima Ouassak) p.19

◆ Les Chibanis :

Le café social « Pays'âges » (Patricia Abd-el-kader) p.22

L'ODTI (Elias Bouanani) p.23

La FRACHI (Saïd Djaafri) p.25

Synthèse de Saïd Bouamama p.26

◆ « J'y suis, j'y vote ! »

Témoignage sur retour d'expérience (Bernard Macret) p.27

Les positions du Front Uni (Saïd Bouamama) p.28

Troisième Table ronde : Les indépendances confisquées

Introduction p.29

Les indépendances confisquées(1) (Kamel Badaoui) p.31

Témoignage (Béchir Jouini) p.34

Les indépendances confisquées (2) (Saïd Bouamama) p.36

Annexe : Document final réalisé par le FUIQP : conclusions et orientations p.41

Annexe : Campagne « Devoir d'insolence antiraciste » p.45 (extrait)

QUATRIEMES RENCONTRES NATIONALES DES LUTTES DE L'IMMGRATION ET DES QUARTIERS POPULAIRES

ECHIROLLES les 10 et 11 novembre 2012

OUVERTURE (Abdallah Benatia)

Bienvenue aux participants d'ici et d'ailleurs.

Un grand merci aux ami(e)(s) du FUIQP et de l'association Cultures et Sens qui ont permis par leur participation active dans l'organisation que ces 4èmes rencontres nationales se tiennent à Echirolles.

La ville d'Echirolles, Monsieur le Maire et les services par leur soutien logistique
Le service jeunesse et l'équipe de la Butte (Mokhtar et Redouane qui nous accueillent tout au long de ce week-end)

Nous sommes heureux d'accueillir à Echirolles ces rencontres pour plusieurs raisons :

Nous avons fait la proposition d'accueillir ces rencontres ici même au cœur du quartier de la Villeneuve d'Echirolles pour le symbole et comme réponse à donner au discours de Grenoble de M. Sarkozy et de son mépris affiché.

M. Sarkozy n'est plus là , il a été délogé, mais les quartiers et les populations sont toujours là avec leurs difficultés et leurs problèmes, mais aussi avec leur détermination à rompre la spirale de la misère, la précarité et l'insécurité à tous les niveaux.

Parce que nous nous retrouvons à une période post-électorale nationales (présidentielle et législatives) où les véritables questions et enjeux restent posés.

Dans ce jeu de chaises musicales de l'alternance politique, nous n'allons pas nous demander que va faire le gouvernement, mais que devons-nous faire pour faire aboutir nos revendications légitimes d'égalité de traitement, de dignité, de respect, et de droits.

Créer de nouveaux espaces politiques pour permettre à nos jeunes de retrouver le goût de la lutte pour leurs droits et la confiance en leur avenir.

Les thèmes que nous soumettons au débats sont pour nous essentiels car, ils touchent :

- à la dignité et au respect,
- à l'aspiration à l'égalité dans tous les domaines et pour tous (jeunes, femmes, chibanis, chibaniettes...)
- au besoin de solidarité internationale avec tous les peuples opprimés dans le monde, à

commencer par la Palestine qui reste une revendication et une injustice flagrante du droit à l'existence d'un peuple.

Ces rencontres sont l'occasion de mesurer les enjeux et les stratégies en place, mais aussi les freins qui empêchent de structurer et d'amplifier la mobilisation sur nos revendications.

Nous osons espérer que ces rencontres nous fassent progresser dans cette voie vers la lutte collective et organisée sur le territoire, seul moyen de nous faire entendre et faire avancer les solutions concrètes pour les quartiers populaires, les immigrés, les sans papiers...C'est une véritable force de frappe qu'il faut mettre en place.

Pas de paternalisme, pas de discours pseudo fraternel anesthésiant qui empêchent tout désir de se battre et de revendiquer.

L'espace politique, c'est celui que nous construisons ensemble, pas celui des strapontins, ni dans les luttes des places pour occuper les maroquins.

Pour nous, seules des mobilisations concrètes peuvent faire aboutir nos exigences :

- vote par le parlement en 2013 de la loi sur le droit de vote des résidents étrangers non communautaires avec application aux municipales de 2014,
- repositionnement du gouvernement sur les contrôles aux frontières et lois sécuritaires dans les quartiers populaires sur lesquelles le gouvernement recule par rapport aux annonces dans son programme électoral,
- révision de tous les procès douteux où sont impliquées les forces de l'ordre qui ont été acquittées ou relaxées,
- poursuites en justice à l'encontre de M. Longuet suite à son geste à l'égard des victimes du 17 octobre 1961.C'est la partie que les autorités algériennes en France doivent assumer . M.Le Pen a bien été poursuivi en justice lorsqu'il a nié les chambres à gaz. Nos victimes ont aussi le droit au respect.
- arrêt des contrôles des passeports et du harcèlement des populations immigrées résidents permanents en France, par les administrations,
- mise en place d'un plan de lutte contre l'échec scolaire, des formations et des véritables emplois pour les jeunes des quartiers populaires.

Enfin, mettre un terme au recul de l'Europe et particulièrement de la France face à Israël : M.Hollande a reçu M. Netanyahu sans un mot sur la situation en Palestine alors que Mohamed Merah a servi sous le gouvernement Sarkozy et sert encore d'écran de fumée au nouveau gouvernement.

Historique et enjeux des Rencontres

Resituer les 4èmes Rencontres

Saïd Bouamama - Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires (FUIQP)

Chers frères et sœurs, chers camarades, chers amis,

A chacun de choisir pour ce bonjour, le terme qui lui convient le mieux mais, derrière ces formules, il y a bien l'enjeu de ce que nous voulons construire. En effet, au-delà de nos identifications politiques à partir du moment où l'on est unis sur un certain nombre de repères politiques qui sont ceux que le Front Uni a proposés –lutte contre l'islamophobie, lutte contre la police et ses actes de violence, question des sans-papiers, refus des guerres coloniales-, il nous faut trouver les moyens de nous retrouver dans une convergence d'actions, ce qui ne nous empêche pas de poursuivre des débats, d'exprimer des divergences, d'assumer des contradictions entre nous. Toute la question qui nous est posée, c'est justement de pouvoir repérer ces convergences possibles qui peuvent s'établir sur un certain nombre de points. Je voulais également vous dire bonsoir, salam aleykoun, j'aimerais également pouvoir le dire en lingala, en wolof, etc.

L'enjeu qui est devant nous n'est pas seulement celui de la riposte face à des attaques. Le véritable enjeu est bien la question de la composition du peuple de ce



pays qui reçoit en legs un héritage involontaire, celui du colonialisme, se traduisant aujourd'hui par sa population diverse et multiple. En conséquence, il ne pourra y avoir de perspective égalitaire dans ce pays si l'on ne pose pas les véritables questions, les questions qui fâchent, pour tout dire, la question de l'égalité avec les héritiers de la colonisation.

Nous sommes à la 4^{ème} édition des Rencontres nationales, c'est un sujet de satisfaction mais il nous faut rester modestes. J'aimerais toutefois saisir cette occasion pour rappeler quelques fils de l'histoire avant de rentrer dans le vif du sujet. Rappeler d'abord que l'acte de naissance de ces Rencontres n'est pas issu d'un projet politique. Dans le Nord de la France, des mineurs marocains, traités comme des colonisés en pleine terre de France, ont mené une des grèves les plus longues de l'histoire de la classe ouvrière de ce pays pour obtenir simplement d'être traités comme les autres mineurs et ...que les syndicats comprennent enfin que leur lutte faisait partie de la lutte des travailleurs !

L'animateur de ces grèves, un militant marocain s'est vu proposer, longtemps après, la Légion d'honneur, ce qui l'a placé devant un véritable dilemme moral. Voyant les dangers d'une instrumentalisation, sa première réaction a été de refuser cette distinction. Mais devant la possibilité qui lui était ouverte de réunir d'autres immigrés, camarades de lutte de chez Renault, il l'a finalement acceptée, c'est ainsi que sont nées les Premières Rencontres nationales.

Les Deuxièmes Rencontres qui se sont tenues à Marseille et sa région ont attiré de nombreux participants et donné lieu à de nombreux débats publics mais sans que soient abordés les objectifs de structuration.

Les Troisièmes Rencontres l'an dernier à Créteil ont donné naissance à un débat qui a divisé le mouvement en deux, -ce qui en soi n'est pas une catastrophe. Il en est résulté deux grandes approches. Une première approche réunissait des personnes estimant qu'il fallait créer un parti politique spécifique. Ce type de parti existant déjà et étant déjà membre organisateur des Rencontres, la création d'un autre parti politique ne s'est pas imposée. L'autre approche insistant plutôt sur le fait qu'il fallait faire extrêmement attention à ne pas se centrer uniquement sur une démarche électorale mettait en avant la question du rapport de forces dans la quotidienneté. Néanmoins malgré ces divergences, les Rencontres de Créteil allaient donner naissance au Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires.

Jusqu'à aujourd'hui, force est de constater que « la mayonnaise n'a pas vraiment pris ». On peut compter trois régions de France dans lesquelles les collectifs agissant à la base fonctionnent. Pour le reste nombre de collectifs sont restés dans l'attente, dans l'observation. Ce sera tout le débat de ces 4èmes Rencontres demain après-midi pour les associations membres du Front Uni : tirer le bilan et voir de quelle façon on peut avancer.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

Première Table ronde

Le racisme comme système

- ◆ Les violences policières (Kamel Badaoui)
- ◆ Le racisme comme système (1) (Houria Bouteldja)
- ◆ Le racisme comme système (2) (Saïd Bouamama)

Introduction (Nadia Dadaoui)

Deux éléments forts nous ont guidés lors de l'organisation de ces Rencontres :

- ◆ le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie sous le signe duquel nous avons placé ces rencontres
- ◆ l'exacerbation du racisme dans la société française et en Europe qui interpelle sur la gravité de la situation.

Depuis des années, nous assistons à la montée en puissance des thèses racistes, sur la place publique mais aussi au plus haut niveau de l'Etat. La dernière élection présidentielle a confirmé cette recrudescence des idées racistes en France et ce phénomène est tout aussi inquiétant lorsque l'on regarde l'Europe. Dans ce contexte, face à cette vague conservatrice, les ripostes ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux. Nous considérons que le racisme et l'inégalité des droits sont deux leviers politiques et idéologiques dont se servent le pouvoir politique et les pouvoirs publics pour maintenir une partie de la population dans l'infra droit.

Véritable instrument de domination, ils trouvent leur origine dans le passé esclavagiste et la colonisation des peuples dominés par les pays riches.

Bien que cette forme de domination et sa traduction sociale et économique ne soient plus à démontrer, elle nous interroge sur l'état actuel de la société française. Comment le racisme et les inégalités aujourd'hui sont-ils combattus ? Qu'en est-il de l'engagement des intéressés eux-mêmes ? Et enfin quelle est la responsabilité de la gauche et des organisations antiracistes ?

Nous avons invité Ramata Dieng, du collectif « Vies volées », la sœur de Lamine Dieng, assassiné par la police en novembre 2005, pour qu'elle puisse témoigner.

En l'absence de Ramata Dieng qui s'est trouvée dans l'impossibilité d'assister à nos rencontres, nous avons maintenu l'ouverture de cette table ronde sur le racisme par un point sur la question des violences policières.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

Violences policières : un aspect inquiétant du racisme structurel

Kamel Badaoui - Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP)

Il nous faut regretter l'absence de Ramata Dieng, coordinatrice de l'association « Vies volées » et en deux mots je saluerai le travail important que ce collectif mène, et qui regroupe les familles et les proches qui souffrent de la mort de l'un des leurs tués par la police et qui se battent pour que justice leur soit rendue.

Je commencerai par indiquer que le collectif « Vies volées » est une association dans laquelle les familles des victimes sont impliquées, elle mène son combat sur le plan juridique pour aider les familles en butte au silence et aux obstacles de la justice mais également sur le plan politique.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette question des violences policières, des crimes racistes, de l'injustice et de l'impunité de leurs auteurs, -en l'occurrence la police-, a été identifiée comme une lutte des plus importantes pour le Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires.

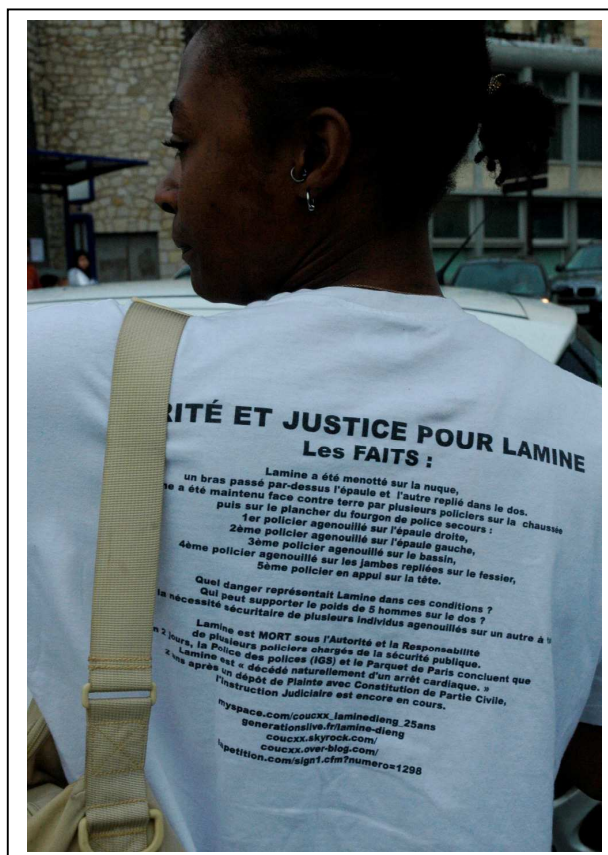
Il faut savoir que depuis 1977 et jusqu'à présent, on compte près de 300 morts du fait de la police et encore ce recensement, établi à partir des coupures de presse, n'est pas exhaustif. On est donc bien loin d'un phénomène banal. Certains policiers, certains membres des forces de l'ordre, se comportent comme s'ils n'avaient face à eux qu'une population rebelle qu'il faut mater à tout prix.

Comme on l'a dit auparavant, les contrôles policiers ne sont qu'une partie émergée de ce racisme et des idées dominantes qui circulent dans l'institution policière. On a la fâcheuse impression, et ce n'est pas qu'une impression, que les policiers ne sont pas des citoyens comme les autres, redevables de leurs actes comme les autres. S'il est vrai qu'ils sont assermentés, cela ne peut cependant représenter une circonstance qui leur assure malheureusement trop souvent l'impunité.

Aujourd'hui, alors même que les familles demandent la justice et la tenue de procès équitables et impartiaux, on voit certains fonctionnaires de police réclamer encore davantage l'impunité.

Le collectif « Vies volées » résume assez bien la situation par une formule qui interpelle, qui n'est pas une provocation, et que je vais essayer de citer le plus fidèlement possible : « Lorsque la police ne protège pas, mais qu'elle discrimine, humilie, et tue, qui nous protège de la police ? » et c'est bien là toute la question.

Au Front Uni, on appelle toutes les associations à s'unir dans un même mouvement pour réclamer d'abord de véritables procès, une justice équitable et pour que soient réunies également les conditions pour que de tels crimes



ne se renouvellent pas, en commençant par dire non au contrôle au faciès.

Alors que la question qui est actuellement débattue au Parlement se réduit à la seule éventualité de délivrer ou non des récépissés, de rétablir ou non les matricules sur les uniformes de la police, pour nous le problème est autrement plus important et ne peut se poser en ces termes : pour nous, il est tout simplement hors de question que nous fassions partie d'une catégorie d'exception. on ne veut pas relever d'un droit d'exception. Nous ne cherchons pas à nous opposer systématiquement à la police : ainsi lorsqu'elle fait son travail correctement ou dans le cas d'une affaire judiciaire. Ce que nous refusons, c'est un traitement discriminatoire. Nous exigeons une égalité des droits totale.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

Première Table Ronde

Le racisme comme système (1)

Pour aborder la question du racisme structurel

Houria Bouteldja - Parti des Indigènes de la République –(PIR)

Dans un premier temps, une analyse du champ de l'antiracisme français me semble être un préambule nécessaire avant de passer dans un second temps à la définition de ce qu'est le racisme structurel.

Je partirai d'un constat : depuis quelques années, il me semble que l'on assiste à la disparition de l'antiracisme traditionnel, représenté par de grandes associations comme le MRAP, la LICRA, la LDH, SOS-Racisme qui occupent le terrain de l'antiracisme. Si toutes ne sont pas nées à la même époque, globalement elles défendent toutes une idée de l'antiracisme qui existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Racisme réel et antiracisme traditionnel

Si cet antiracisme est en voie de disparition, c'est parce qu'il ne correspond plus aux exigences de la situation, à ce qu'est la réalité du racisme aujourd'hui. Il me semble en effet que parce qu'elle a pour tradition de considérer le racisme comme une question morale réduite à une haine subjective et individuelle vis à vis d'un autre, la définition française du racisme communément admise est devenue obsolète et donc inefficace. Dans les années 80, l'Autre, c'était déjà le Noir et l'Arabe, et s'ils étaient rejetés, on estimait que c'était à partir de positions subjectives et personnelles.

Aujourd'hui, cet antiracisme traditionnel est en train de mourir et un nouveau champ de l'antiracisme se structure autour des questions liées à la problématique du racisme réel.

A ce stade reste à définir ce qu'est le racisme réel et son champ d'action.

Si l'on se réfère à la période de l'entre-deux guerres, quelqu'un qui lutte contre le racisme se mobilisera contre l'antisémitisme parce que c'est le racisme réel du moment.

Aujourd'hui, le racisme réel, le racisme structurel, c'est celui qui vise les personnes des quartiers populaires, celui qui vise les musulmans, celui qui vise les Noirs, les Roms ... Toutes populations visées par le racisme d'Etat et que l'antiracisme traditionnel ne prend pas en compte

en tant que groupes discriminés par les institutions. En effet, les organisations antiracistes traditionnelles que j'ai mentionnées tout à l'heure n'ont pas élaboré une définition du racisme qui corresponde à une analyse de ce phénomène structurel. Et c'est bien à un racisme structurel que l'on a à faire, structurel car c'est un racisme qui vient des institutions et de l'Etat, qui est véhiculé par les grands médias, qui vise des populations particulières, c'est ce racisme qui aujourd'hui doit être analysé et pris en compte par les associations antiracistes.

Le racisme, un système de domination

Aujourd'hui, si l'on est un antiraciste, on se mobilise et on se préoccupe d'abord de ces populations. C'est investir son énergie dans l'antiracisme structurel en opposition à l'antiracisme traditionnel qui définit le racisme comme une simple haine de l'Autre. Cet antiracisme structurel analyse à juste titre le racisme comme un système de domination dans lequel quelqu'un qui subit le racisme ne peut pas s'en sortir individuellement.

Ainsi, dans le cadre des contrôles au faciès, - l'une des manifestations les plus visibles du racisme structurel puisque ce sont les agents de l'Etat qui nous demandent nos papiers 4 et 5 fois par jour-, aucune lutte individuelle ne peut mettre en échec une des pratiques les plus discriminatoires dont sont victimes les jeunes des quartiers.

Ce n'est pas en prétextant que je suis un être universel et que c'est du sang qui coule dans mes veines, pas plus qu'en faisant de grandes déclarations sur l'universalisme, que je lutterai contre le racisme structurel et que je pourrai faire valoir mes droits.

C'est uniquement en prenant en charge, et de manière politique, la question du racisme dans sa dimension essentielle, celle d'un système de domination qui divise la société comme tous les systèmes de domination, que la lutte peut aboutir. Une lutte non pas individuelle mais collective.

Je parle de racisme, je pourrais également parler de classe. Tout le monde admet que dans les rapports de classe, il y a les bourgeois et les prolétaires, ceux qui bénéficient du système capitaliste et ceux qui le subissent et on admet que pour lutter contre ce système et tenter de s'en libérer, il faut aborder la question de la lutte des classes, celle des conflits d'intérêts et tout le monde admet que, pour lutter contre le système bourgeois, les prolétaires se rassemblent.

Et bien cela, c'est ce qui n'est pas compris dès lors qu'il s'agit du racisme. On ne comprend pas, on ne veut pas comprendre que pour lutter contre le racisme, ceux qui vivent la domination raciale doivent se rassembler pour lutter contre ce système. Il s'agit en clair de mener une lutte politique et non pas morale. On ne se trouve pas dans un rapport d'individu à individu d'autant que ceux qui bénéficient du système racial ne sont pas forcément individuellement des racistes.

Effectivement, on ne peut nier qu'il y ait des bénéficiaires de ce système de discriminations raciales mais ces bénéficiaires n'en sont pas pour autant coupables en tant qu'individus ; nés dans une société qui était déjà structurée ainsi, ils n'ont pas décidé de l'existence du système de domination raciale, de la même manière que l'on ne décide pas de l'existence du système patriarcal. Nous naissons dans une société patriarcale dans laquelle les hommes bénéficient de fait, sans le vouloir, à leur insu de leur plein gré, de la domination masculine parce que, dans ce cas là aussi, le patriarcat est un système.

Indigènes et Blancs

Dès lors que l'on se trouve dans un système racial, qu'il y a des groupes qui bénéficient du racisme alors que d'autres le subissent, de fait, deux catégories se font face : d'un côté la catégorie des indigènes –en tout cas, c'est de cette manière là que je me définis, comme une « indigène de la République »- souffrant structurellement du racisme et qui ne peut s'en sortir en dehors d'une lutte politique contre le racisme et de l'autre la catégorie des Blancs qui est aussi une catégorie politique.

Parce que cela reste souvent mal compris, il n'est pas inutile de préciser que le Blanc, individuellement, n'est pas mon ennemi, mais que, collectivement, tous les Blancs bénéficient de la discrimination structurelle de tous les indigènes. C'est en cela que nous parlons de Blancs, en termes de catégorie politique. De la même manière, il faut bien comprendre que lorsque l'on parle de lutte, il ne s'agit en aucun cas d'une lutte raciale des uns contre les autres, mais d'une lutte politique contre les privilèges. Comme je fais chaque fois que l'on aborde cette question délicate, je le souligne à nouveau, ceux qui bénéficient du système racial, ceux qui bénéficient objectivement de la discrimination raciale à l'encontre des

indigènes ne sont pas coupables en tant qu'individus : ils naissent dans une société qui leur donne des privilèges à



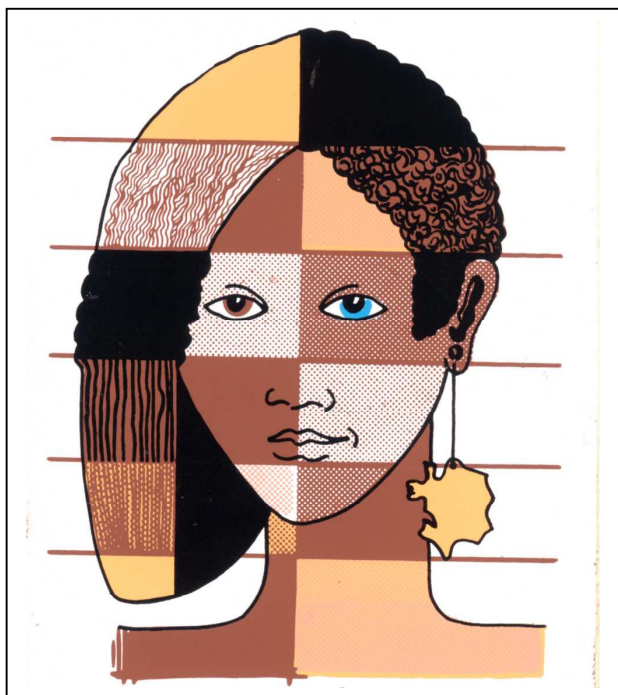
la naissance. Ce ne sont pas eux qui en ont décidé ainsi et d'ailleurs parmi eux, il peut y avoir des personnes parfaitement antiracistes qui rejoignent le combat contre leurs propres privilèges de la même façon qu'il se trouve des hommes qui, se refusant à la domination sexiste, prennent fait et cause pour les combats des femmes et ce faisant, luttent contre leurs propres privilèges d'hommes. Un parallèle qui illustre que l'on est bien dans une lutte politique contre un système de domination.

Etre défini(e) ou l'identité imposée

Tout à l'heure, dans son intervention, Kamel a pris soin de mettre des guillemets à Blancs, lorsqu'il évoquait les Blancs. Si je m'attache à relever ce détail que certains peuvent juger insignifiant, ce n'est pas bien entendu pour polémiquer mais par souci de clarifier la notion de Blanc et de prolonger la réflexion.

Si je comprends que l'on veuille mettre des guillemets à des catégories qui sont problématiques –effectivement, on ne peut moralement réduire des personnes à leur couleur de peau-, l'utilisation de guillemets à Blancs me gêne, et ce qui me dérange, c'est que personne ne met de guillemets à Noirs. Quant à moi, je suis pour que l'on mette des guillemets partout et tout le temps, mais dans l'état actuel, où l'on ne met jamais de guillemets à Noirs, je ne peux moralement mettre de guillemets à Blancs par respect pour les Noirs, par respect pour tous ceux qui subissent les discriminations. Pourquoi alors met-on des guillemets à Blancs ? Ce cas n'est-il pas révélateur d'une appréhension dès lors que l'on parle des Blancs. Il nous faut réfléchir à cela.

La catégorisation raciale est partout, aujourd'hui tout le monde dit Noir, tout le monde dit Black, dit Renois. La référence à la race est présente partout. En quoi le Blanc pourrait-il y échapper ? C'est une question à laquelle tous ensemble nous devons réfléchir.



Aujourd'hui, il me semble que la meilleure manière de dépasser la race comme système structurant, c'est de le regarder en face, mais encore faut-il le voir, l'analyser, le comprendre. Comprendre comment il structure nos vies au quotidien.

Il faut bien avoir conscience que ce n'est pas moi qui décide si une personne est un indigène, ni un Blanc qui décide qu'il est un Blanc. C'est le flic qui, dans la rue, demande ses papiers à un indigène qui assigne l'indigène dans sa race. De fait, ce n'est pas nous qui décidons. Si nous n'avions pas affaire à un système structurel, nous pourrions par nous-mêmes et pour nous-mêmes décider qui nous sommes et de ce que nous sommes. Ainsi dans mon cas, je me définirais subjectivement et vous dirais, je suis arabe, je suis musulmane, je suis berbère, je suis française et je pourrais même étendre mon identité puisque vivant en terre chrétienne, il y a inéluctablement quelque chose de la chrétienté qui est en moi culturellement. Autour de moi y a également des juifs, il y a des synagogues et de la même manière, il y a également quelque chose du judaïsme qui est en moi. S'il ne tenait qu'à moi de me définir, je pourrais universaliser mon identité. Mais c'est l'Etat qui me définit, des institutions qui me définissent mais également les politiques racistes.

C'est en tout cas, une parole politique, une analyse, qu'il n'est pas facile de porter, et qui n'est pas audible facilement.

Racisme anti-Blancs : Une accusation sans fondement

Quant à l'accusation de racisme anti-Blancs qui est portée contre nous les indigènes, elle est le résultat d'une mauvaise compréhension de ce qu'est le racisme. Dès lors que le racisme est analysé pour ce qu'il est - un système de domination- , il en devient alors évident que ne peut être raciste que celui qui est en haut de la hiérarchie raciale et que l'accusation selon laquelle nous serions « racistes anti-Blancs » ne peut tenir. On peut avoir de la haine contre les Blancs, en retour de leur racisme, mais nous ne pouvons pas être racistes anti-Blancs.

Aujourd'hui, vous avez devant vous les deux figures principales du « racisme anti-Blanc », Saïd (Bouamama) et moi-même puisque nous sommes tous les deux poursuivis pour cette raison devant les tribunaux. A ce stade, il serait peut-être intéressant de s'interroger sur qui nous sommes. Assurément des indigènes, au sens où je viens de les définir, mais plus que cela, nous sommes des militants politiques et c'est précisément au moment où l'on se lève, où l'on relève la tête, on se mobilise, au moment où l'on définit nous-mêmes ce qu'est le racisme, où l'on définit nous-mêmes nos luttes –et je crois que c'est aussi au Front Uni de définir la lutte des militants-, c'est au moment où l'on décide de s'attaquer à notre sort et de lutter pour nous-mêmes, c'est à ce moment-là que l'adversaire se réveille pour nous accuser en utilisant contre nous l'arme du racisme anti-Blancs, une arme que les dominants vont utiliser, que les médias vont utiliser, que Copé va utiliser, qui de ce fait va connaître un succès certain d'autant plus qu'une association comme le MRAP va le valider et lui apporter sa caution.

Aujourd'hui, il y a urgence à avoir une vraie réflexion pour combattre la notion de racisme anti-Blancs. Il est essentiel de bien comprendre que c'est une arme redoutable, non seulement parce que les Blancs sont prêts à l'utiliser, et même l'utilisent déjà, mais parce que dans le vécu social de certains Blancs les actes hostiles dont ils sont victimes peuvent donner consistance à cette notion. C'est sur ce vécu social que va pouvoir se développer cette idéologie.

Ainsi, loin de nier le vécu que peuvent avoir certains Blancs –ce qu'ils peuvent subir, on le connaît depuis longtemps, on le vit à grande échelle et de façon systématique et autrement plus virulente- il nous faut avant tout, et de façon impérative, faire attention à ne pas confondre le racisme -que vivent les indigènes- et les réactions au racisme –que peuvent vivre certains Blancs. Le racisme anti-Blancs est l'arme choisie pour lancer une véritable contre-offensive contre nous.

Propos recueillis par Y.M & A.V. – Les intertitres ont été ajoutés

Première Table Ronde

« Le racisme comme système » (2)

Saïd Bouamama - Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires –(FUIQP)

A propos du racisme institutionnel, Houria a déjà dit beaucoup de choses, je voudrais cependant juste rappeler quelques éléments.

Premier élément, le racisme comme système a une histoire.

Il n'a pas toujours existé depuis la nuit des temps. Il est historiquement daté – ce qui, soit dit en passant, permet de ne pas le confondre avec les préjugés, - réactions individuelles du voisin qui n'aime pas les Arabes- ou avec la simple ignorance. Ces manifestations-là ne constituent pas le propre du racisme. Le racisme est daté de l'expansion au monde d'un système social qui est le capitalisme et qui va utiliser pour s'étendre une arme qui est la colonisation –l'esclavage d'abord, puis la colonisation.

Cette extension à l'échelle mondiale de ce système social d'oppression par le biais de l'esclavage et de la colonisation va avoir besoin de produire un système sans lequel jamais il n'aurait pu atteindre ses buts.

Cette première mondialisation a commencé il y a fort longtemps et pour neutraliser toute réaction ou opposition à cette colonisation, elle a eu besoin de forger dans les esprits des habitants des pays colonisateurs ce que j'appelle un espace mental colonial. Pour justifier cette violence sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité, cette violence systémique, et pour pouvoir s'étendre au reste de la planète, la colonisation a dû mobiliser l'ensemble des mécanismes d'une société. C'est exactement ce que nous dit Aimé Césaire, la colonisation décivilise le peuple du pays colonisateur, c'est à dire que pour que la colonisation soit possible, il lui faut à tout prix mettre dans la tête des gens que les hommes ne sont pas égaux, qu'il y a une hiérarchie liée à la couleur, à la religion ... Et c'est ce système-là, sa production, qui a permis ensuite que l'expansion coloniale puisse se produire sans qu'il y ait de réaction.

Ce mode de pensée forgé hier est encore à l'œuvre aujourd'hui. C'est ce qui explique que la conception du racisme –et donc de l'antiracisme- ait été morale et n'ait

pas pris en compte dès l'origine les enjeux politiques, le soubassement économique, la base matérielle de ce qu'est le racisme. Il ne nous faut jamais oublier que le racisme a une histoire et qu'il est datable, qu'il est le produit d'un système social dans sa totalité et que l'on ne peut en aucune façon comparer le racisme comme système et ce qui était à l'oeuvre lorsqu'une tribu de Papouasie Nouvelle Guinée s'opposait à la tribu voisine.

Deuxième élément : Le racisme est lié au pouvoir

Malcolm X disait en substance : « Vous savez mon problème, ce n'est pas mon voisin blanc, quand j'habite dans le même quartier – et encore faut-il habiter dans le même quartier-, ce n'est pas que mon voisin blanc m'aime, nous ne sommes pas en quête d'amour. »

Ainsi, ce n'est pas le préjugé qui pose problème à la personne qui vit le racisme, ce qui lui pose problème, c'est le fait que des personnes, des administrations, des collectifs ont le pouvoir d'influer négativement sur sa vie.

La question n'est pas que telle ou telle personne n'aime pas les Arabes, c'est que ceux qui ont le pouvoir d'agir sur ma vie puisse prendre des décisions qui vont contre mes intérêts. Autrement dit, on ne peut pas parler de racisme, si l'on n'a pas à faire à quelqu'un qui n'a pas accès au pouvoir et en particulier au pouvoir de nuire. C'est une dimension essentielle, sinon on agit sur les conséquences et non pas sur les causes.

Ces personnes qui n'aiment pas les Arabes, les Noirs, les musulmans ne sont que les conséquences d'un racisme systémique qui autorise, produit et encourage ce style de comportement, c'est la raison pour laquelle ce sont les lieux de pouvoir qu'il faut d'abord interroger : la police, la justice, le guichetier, les municipalités, tous les endroits où il y a du pouvoir et où il y a effectivement possibilité de production d'un racisme systémique. Il faut faire attention à ne pas inverser les choses, ce n'est pas parce qu'il y a des préjugés qu'il y a un système raciste, c'est parce qu'il y a un système raciste qu'il y a des préjugés. C'est une autre dimension essentielle qu'il nous faut saisir si l'on veut savoir par quoi commencer et comment lutter. En ce sens, l'une des limites de ce que précédemment Houria a appelé un antiracisme

traditionnel ou moral, c'est qu'il aborde la question en interrogeant les conséquences et non les causes productrices qui sont les dimensions essentielles sur lesquelles il faut agir.

Emergence de la notion de racisme anti-Blancs

Nous sommes dans une période particulière dans laquelle émerge à nouveau la notion de racisme anti-Blancs, et en interrogeant le passé, nous pouvons savoir à quel moment cette thèse a émergé car contrairement à ce que l'on croit communément, ce n'est pas la première fois qu'elle apparaît. Le premier à en avoir parlé est Frantz Fanon qui constate que c'est au moment où les



colonisés se révoltent contre la colonisation qu'est mise en avant la thèse du racisme anti-Blancs. Il faut relire son excellent texte sur « Racisme et Culture » qui est son introduction lors de la Conférence des Artistes et des Ecrivains de culture noire et dans lequel Fanon décrit ce qu'est le racisme comme système. Il précise que c'est lorsque le dominé commence à dire non, lorsqu'il commence à refuser sa place de dominé qu'apparaît l'idée de racisme anti-Blancs.

Toute la question est donc de savoir pourquoi cette thèse apparaît aujourd'hui. Je pose comme hypothèse que si elle ressurgit aujourd'hui, c'est parce que dans le comportement quotidien des jeunes des quartiers, dans les réactions spontanées d'un certain nombre d'entre eux, la place de dominé est refusée. Il n'est pas inutile, pour comprendre cela, de mettre en relation un certain nombre de faits : lorsque les jeunes sortent le drapeau algérien dans un match, c'est une manière de se rendre

visibles, lorsque réapparaissent un certain nombre de revendications identitaires, n'est-ce pas une façon d'exprimer que l'on ne veut plus être invisibles ? Un autre débat est la manière dont ils refusent cette place du dominé, et l'efficacité politique de leur parole spontanée, mais on ne peut contester que quelque chose a bougé dans la façon qu'ont ces jeunes de se définir comme il est incontestable que l'émergence de la thèse du racisme anti-Blancs aujourd'hui est une injonction pour remettre en silence ces dominés, une machine à remettre en silence ceux qui ont commencé à parler.

Lorsque Malcolm X a été en butte à la même accusation, il fait la même analyse. On a assisté aux mêmes procès en Guadeloupe lorsque les dominés ont pris la parole, lorsque Elie Domota du LKP s'est attaqué aux békés, qui ne sont autres que les colons d'aujourd'hui, il a été accusé de racisme anti-Blancs. Ce fut également le cas au moment des manifestations contre le CPE au cours desquelles un certain nombre de jeunes des quartiers populaires ont voulu apparaître d'une façon spécifique lors des manifestations, et ce qui aurait dû être analysé comme une tentative de convergence avec les autres jeunes a été dévoyé en accusation de racisme anti-Blancs. Ce même type de procédé a été employé dans d'autres domaines, pour disqualifier d'autres luttes, ainsi au moment où le mouvement féministe avait réussi à avancer sur un certain nombre de points et à gagner en audience, on a vu apparaître un discours sur les hommes dominés et la thèse du féminisme anti-hommes a été brandie.

En fait, chaque fois qu'une population dominée prend la parole, sort de son silence, l'une des formes de réponse du système social à ce phénomène, c'est d'inverser la logique, de mettre en analogie des choses que l'on ne peut pas comparer.

Le racisme comme système

Il est important d'analyser en priorité le racisme comme un système fonctionnant au service d'un système social. En clair, cela veut dire que le racisme est porté par des appareils d'Etat et qu'en conséquence, il nous faut mettre d'abord en avant des revendications concernant ces appareils d'Etat.

Les comportements d'un certain nombre de policiers ne sont pas le fait du hasard, d'une certaine organisation de la police, de certaines missions qui lui sont assignées, mais d'une certaine conception du rapport entre la police et les quartiers populaires. En conséquence, rechercher les brebis galeuses reste insuffisant et conduit à une impasse. En ce qui me concerne, les policiers pris individuellement, cela ne me concerne pas. Ce qui m'intéresse, c'est que l'on interroge le fait que, de façon régulière, les rapports entre la police et les quartiers populaires posent problème, que cela produise du

contrôle en permanence, que cela produise des morts, et que cela remplisse les prisons. Il est donc évident que c'est l'appareil qui est à questionner.

Seconde caractéristique du racisme comme système, c'est qu'il est justifié par les discours et les idéologies de légitimation. Là, et de nouveau, nous sommes contraints, non pas d'interroger notre petit voisin qui n'aime pas les Arabes mais d'interroger ce que portent les discours officiels et ceux qui les portent. Pour cela, il suffit de se reporter aux trente dernières années, depuis « le bruit et l'odeur » de Chirac et la droite, et antérieurement « les intégristes » qui font grève aux usines Talbot selon la gauche et Mauroy, la liste est longue, qui indique qu'une des difficultés aujourd'hui, c'est que l'on ne peut cibler une force politique particulière qui serait responsable de la perpétuation du racisme comme système. Le discours est transversal à beaucoup de forces politiques, certes pas avec le même impact, et ne s'arrête pas à la frontière de la droite.

Il nous faut nous attaquer à la racine de ces discours de légitimation et non pas seulement à leurs résultats, comme par exemple l'action d'un policier qui a outrepassé ses droits, par exemple.

Il nous faut également nous interroger sur ce qu'est cette idéologie de légitimation et sur ce quoi elle débouche. Il n'est pas exagéré de dire que chaque fois qu'une institution, qu'un homme politique doté d'un pouvoir, qu'un journaliste médiatique, qu'un soi-disant écrivain qui passe dans les médias met en avant un discours de légitimation du racisme, c'est une autorisation de brimer, de tuer qui est indirectement donnée. Nous n'avons malheureusement pas, comme mouvement, les ressources financières nécessaires pour commander des études à des chercheurs, pour qu'ils aillent enquêter et déterminer l'effet produit par une petite phrase, combien de personnes elle peut tuer. Quelles seront les conséquences dans deux ans de la sortie de Copé à propos des petits pains ? Combien de jeunes des quartiers populaires cette petite phrase aura-t-elle tués ? En l'occurrence, on n'a pas simplement à faire à des phrases outrancières et sans lendemain – qu'on pourrait à la rigueur laisser passer-, le propre d'un système, et ce qui est le plus dévastateur, c'est qu'il n'y a pas de coupure entre les actes et les idées et que la phrase continue à avoir des effets concrets et bien réels en matière de contrôles, de brimades, de meurtres.

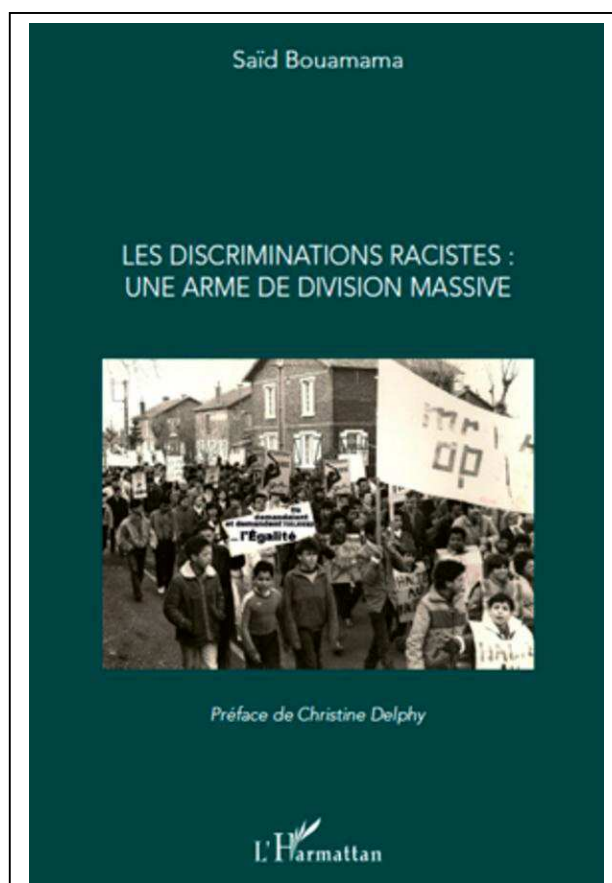
Un système, c'est à la fois une idéologie qui est diffusée et des faits matériels qui en découlent.

Fonction du racisme et marché du travail

Le racisme, analysé comme système a également une fonction, encore trop souvent sous-estimée dans nos analyses. Cette fonction n'est ni plus ni moins que

d'organiser, dans ce pays comme dans d'autres, une segmentation raciste du marché du travail – autrement dit d'organiser tout un pan de l'économie française dans laquelle les personnes issues de l'immigration sont contraintes d'accepter des postes, des emplois sans bénéficier de la totalité des droits, en somme d'accepter une surexploitation, ce que permettent les discriminations racistes.

En cela, une partie de l'économie française tend à se structurer avec un coût du travail moindre qu'ailleurs. Cela n'est rendu possible que parce qu'il y a des discriminations systémiques et il ne s'agit pas de petites discriminations vu l'ampleur du phénomène. Je rappelle souvent ce chiffre, d'autant qu'il est issu du Bureau international du Travail, un organisme que l'on ne peut suspecter d'être trop engagé : quatre employeurs sur cinq discriminent en fonction de l'origine ! Nous sommes bien là face à une machine à créer de la soumission, une



machine qui oblige Mohamed, Aminata, Fatima à accepter des conditions de travail en dessous même de ce qu'accepterait Jean-Pierre, qui est pourtant, lui, déjà exploité. Se révèle ainsi dans toute sa logique la fonction économique du racisme comme système.

C'est une véritable segmentation du marché du travail qui est organisée, à vrai dire, c'est comme s'il y avait au cœur même de la classe ouvrière, au cœur de la société française, une partition comme à l'époque coloniale, où des petits Blancs plutôt défavorisés avaient toutefois quelqu'un au-dessous d'eux.

Les difficultés d'un combat

Le racisme comme système, et c'est une dimension dont il faut prendre conscience, aboutit à éparpiller les combats. Ceci pour une raison toute simple : il faut prendre conscience de ce que c'est que de vivre dans un quartier populaire aujourd'hui. Quand vous êtes dans la survie, quand vous ne savez pas de quoi sera fait demain, devenir militant dans les quartiers populaires est une galère encore plus forte que partout ailleurs et on ne peut parler décemment de désert politique. J'assiste à trop de débats, j'entends trop de prises de paroles sur l'état de nos quartiers, trop d'analyses qui déplorent ce qui s'y passe, qui s'interrogent sur la volonté de nos jeunes de se battre. Aujourd'hui, ce n'est pas parce que nous sommes des incapables que nous n'arrivons pas à construire une riposte nationale. Il faut arrêter avec cette sorte de nihilisme. Le principal problème pour l'organisation, c'est la précarité que vivent les habitants des quartiers populaires. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas essayer d'y bâtir quelque chose ; mais qu'il faut le faire en sachant que cela va être dur, en sachant que ce n'est pas simple de s'organiser lorsque c'est tout un système social qui construit cette vie au jour le jour.

Si effectivement le racisme n'est pas un problème individuel, s'il n'est pas un problème moral, mais bien un problème du système social, il nous faut commencer à agir en fonction de deux angles prioritaires. Le premier, le plus visible, c'est le racisme d'Etat. On a officiellement un Etat, un système qui reconnaît être raciste. Lorsqu'on refuse d'accorder le droit de vote aux résidents étrangers non-communautaires, cela veut dire que l'on a un Etat raciste, il n'y a pas d'autres mots, et il faut arrêter avec les précautions de langage. L'Etat français est raciste, il accepte que, sur son territoire, des personnes n'aient pas les mêmes droits en fonction d'un critère qui est celui de la nationalité, et cela s'appelle du racisme systématiquement, politiquement organisé. C'est aussi le cas des emplois réservés aux seules personnes qui ont la nationalité française et qui institue que, sur un même territoire, des personnes vont se voir appliquer des traitements différenciés en fonction de la nationalité. Et ce n'est pas parce que le rapport de forces pour mettre à bas tout cet édifice n'est toujours pas en notre faveur qu'il nous faut édulcorer nos mots : l'Etat français est raciste, une affirmation qui me vaudra sans doute une seconde inculpation, mais qui n'en est pas moins vraie.

Outre ce racisme d'Etat, contre lequel il nous faut lutter, il existe un racisme institutionnel. L'Etat c'est une chose mais il ne fonctionne que par l'intermédiaire d'un certain nombre d'appareils idéologiques, par l'intermédiaire d'un certain nombre d'institutions qui ont un fonctionnement raciste. La police, par exemple, est une institution de la République, qui, dans son comportement, est objectivement raciste. Il suffit pour cela de regarder le

nombre de morts et la couleur de ces morts - ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de Blancs- mais quantitativement, proportionnellement, on s'aperçoit que l'on a plus de risques d'être tué par un policier lorsque l'on est noir ou arabe. C'est un fait objectif, tout comme on a plus de risques d'être condamné à la prison quand on est noir ou arabe. Cette dimension-là nous oblige à interroger le fonctionnement même de la police. La justice représente une autre institution dont le fonctionnement est objectivement raciste, au moins au niveau des résultats : on est bien obligé de constater que l'on n'écope pas des mêmes peines pour un vol de mobylette et pour l'assassinat d'un jeune lorsqu'il s'appelle Mohamed ou Mamadou ... !

Enfin le marché du travail représente un troisième secteur pour lequel de nombreuses études montrent l'ampleur des discriminations racistes tant chez les employeurs privés que dans la Fonction publique et j'utilise le terme « raciste » et non « racial » parce que j'estime que les discriminations se caractérisent par rapport à leur résultat, et le résultat c'est que cela produit du racisme.

Sur quelles bases s'organiser ?

S'organiser représente un impératif auquel on ne peut échapper. Deux éléments semblent importants. Nous avons absolument, au-delà des analyses de chacun, à produire un espace dans lequel ceux qui acceptent de dénoncer et les interventions extérieures de l'impérialisme français et le fonctionnement du racisme comme système puissent travailler ensemble indépendamment de leurs divergences. C'est un travail de longue haleine et sa réussite dépendra de nous tous. En second lieu, nous avons à construire un antiracisme de type politique, un antiracisme qui se donne pour fonction de détruire les causes productrices des comportements individuels et non pas de combattre les comportements individuels, en somme ne pas confondre une nouvelle fois causes et conséquences.

Nous avons à nous interroger sur les causes sociales, politiques, idéologiques, produites par l'Etat et par la classe dominante et non pas à simplement rechercher comment convaincre mon petit voisin qu'il devrait aimer les Arabes. Moi, je ne cherche pas à ce que tout le monde m'aime. Par contre, je ne veux pas qu'il y ait des lois et des fonctionnements qui aient des conséquences négatives sur ma vie ou celle de mes enfants. Aller vers un antiracisme politique, c'est la seule voie pour pouvoir construire une riposte efficace.

Propos recueillis par Y.M. & A.V. – Les intertitres ont été ajoutés

Deuxième Table ronde

L'Egalité des droits :

Femmes immigrées (Fatima Ouassak)

Les chibanis-

- ◆ Le café social Pays'âges (Patricia Abd-el-kader)
- ◆ L'ODTI (Elias Bouanani)
- ◆ La FRACHI (Saïd Djaafri)
- ◆ Synthèse (Saïd Bouamama)

« J'y suis, j'y vote ! »

- ◆ Témoignage sur retour d'expérience (Bernard Macret)
- ◆ Les positions du Front Uni (Saïd Bouamama)

Introduction (Baya Beratto)

Nous allons voir tout au long de ces deux journées que la question des droits, mais surtout celle de l'égalité des droits, reste une question majeure, une question qui interroge sur la place assignée aux immigrés et à leurs enfants aujourd'hui.

Le refus de cette égalité des droits viendrait-elle ébranler un ordre structuré et bien établi ? C'est à travers trois axes que nous avons choisi d'aborder cette question. Celui de la question des femmes immigrées. Les chibanis feront partie du deuxième volet de cette table ronde à travers différentes expériences. Et nous clôturerons cette table ronde au travers du droit de vote des résidents.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

Deuxième Table Ronde –

L'égalité des droits

◆ Les femmes immigrées -

Fatima Ouassak - Parti des Indigènes de la République (PIR)

Etant déjà intervenue l'an dernier sur la situation des femmes immigrées en France, je ne vais pas aborder spécialement cette question. Aujourd'hui, je prendrai pour point de départ de mon exposé un mail, envoyé par l'association Femmes plurielles, et qui en l'occurrence disait, de façon certes très courtoise, qu'il y en avait quelque peu assez des grandes messes autour de l'immigration, qu'il y avait beaucoup de blabla, de verbiage mais qu'en définitive peu de choses étaient faites en termes d'action et particulièrement en ce qui concerne les femmes immigrées. Ces reproches, relativement durs à encaisser, ne sont pas totalement sans fondement et je ne cherche pas à esquiver ma part de responsabilité.

Un enjeu politique majeur

Déjà l'an dernier, nous avons fait le constat très largement partagé que la situation des femmes immigrées était préoccupante et méritait que l'on se mobilise politiquement sur cette question dans la mesure où nous étions face à un désert politique et qu'il fallait relever ce défi.

Il est vrai qu'un an après, force est de constater que peu de choses ont été faites en termes de mobilisation. Il nous faut réfléchir à cette carence. Pour ma part, je pense qu'une des explications à cette inaction, à cette faiblesse, c'est que, notamment sur la question des femmes immigrées, on assiste à un brouillage des enjeux –c'est le cas pour tout ce qui touche à l'immigration et c'est encore plus vrai pour la question des femmes où les marges de manœuvre sont étroites. Comme nous l'avions déjà évoqué, cette question constitue un enjeu politique majeur dans la mesure où elle permet de stigmatiser tout à la fois et les femmes immigrées et les hommes immigrés, arabes, noirs, musulmans.

A ce sujet, je me permettrais de vous donner un exemple éclairant. Il y a quelques années, je travaillais pour les pouvoirs publics sur une étude concernant en particulier les mariages forcés. A Nice notamment, nous avons

mené une enquête de plusieurs semaines et à cet effet, nous sommes entrés en contact avec des associations. L'une d'entre elles parlait d'une centaine de mariages forcés par an. Après enquête sérieuse et documentée, et témoignages à l'appui, et sans vouloir nier l'existence de mariages forcés, nous avons eu la preuve que, durant l'année en cours, cette structure n'avait pas vu de femmes victimes de mariages forcés. Le responsable de l'association, en l'absence de documents précis, échafaudait des histoires ressemblant plus à des scénarios de série télévisée qu'à une réalité de terrain. Dans pareils cas, à partir des chiffres avancés, cela aurait obligé la structure à prendre en charge un dossier tous les trois jours, ce qui est totalement impossible lorsque l'on connaît un tant soit peu la question des mariages forcés et que l'on sait que l'on a à faire à des dossiers très lourds à traiter. Lorsqu'on a remis notre rapport et que l'on a fait part de nos doutes sur le sérieux et la probité de cette association, -dans ce cas on pourrait même parler de détournement de fonds, parce que l'association recevait de grosses subventions-, l'institution qui nous avait commandé et financé l'évaluation en question, après nous avoir écoutés dans un premier temps, nous a demandé de changer nos conclusions ! Et ...devant notre refus, le rapport s'est retrouvé à la poubelle ! La question des mariages forcés est bien idéologique. Les pouvoirs publics ne s'intéressent à la question de l'oppression des femmes immigrées qu'en la réduisant exclusivement à la sphère privée et familiale et le plus souvent pour l'instrumentaliser. Cet épisode ne fait que le confirmer.

Une oppression spécifique

Pour autant les femmes immigrées ne sont pas simplement un objet servant à la stigmatisation des hommes noirs, arabes ou musulmans. Elles subissent réellement une oppression, notamment de la part des pouvoirs publics. C'est en cela qu'il faut éviter le piège du débat blanc. En voulant éviter tout risque d'exploitation et

ne pas faire le jeu des pouvoirs publics qui instrumentalisent cette question, il ne parle pas des femmes immigrées et évacue de fait la question. Poser le débat en ces termes, c'est laisser dans l'ombre que les femmes immigrées sont stigmatisées, discriminées, humiliées ; c'est nier de fait que dans la société française, ce sont elles qui connaissent les situations les plus insoutenables, les difficultés les plus dures pour l'accès au logement, au travail, difficultés plus grandes que celles que connaissent les hommes immigrés eux-mêmes.

Sans vouloir mettre en concurrence les hommes blancs, les hommes immigrés, les femmes blanches, les femmes immigrées, force est de constater que les personnes qui s'en sortent le moins bien, ce sont les femmes immigrées – les plus opprimées et les plus discriminées, ce sont



elles. On ne peut se permettre de faire l'impasse sur cette question, et d'en faire son deuil sous prétexte qu'elle peut être instrumentalisée par les pouvoirs publics. C'est refuser de se laisser enfermer dans le débat blanc qui en arrive à ignorer l'oppression subie par les femmes immigrées, et finit par se résumer à la question qu'ils nous posent à nous, les femmes immigrées, est-ce que je suis solidaire ou non des hommes arabes, pour ou contre les hommes arabes.

Il faut évacuer ce type de débat qui, d'un point de vue politique, ne présente aucun intérêt. Personnellement, et toujours d'un point de vue politique, la question du sexisme dans la communauté arabo-musulmane ne m'intéresse pas : si j'ai de petits problèmes avec mes frères, mon mari, mon père, ce n'est pas à l'Etat français que je demanderai de l'aide ni d'intervenir parce qu'il existe d'autres moyens de gérer les rapports intra-communautaires. Par contre, politiquement, il est urgent de poser la question de l'oppression raciste que subissent les femmes immigrées de la part de l'Etat et des pouvoirs publics et cette oppression spécifique n'est

pas prise encore en charge politiquement aujourd'hui en France.

S'organiser, sur quelles bases ?

Cela pose la question des enjeux sur lesquels on peut s'organiser, nous les femmes. Sur un enjeu purement féministe comme il est parfois proposé ? Je ne le pense pas dans la mesure où, en tant que groupe, les femmes, cela n'existe pas en France, cela ne correspond à aucune réalité sociale et politique. Il faut savoir qu'en termes d'action publique en direction des femmes, il y a un traitement spécifique des femmes immigrées. C'est bien la preuve qu'il n'y a pas de réalité commune, d'intérêts ou d'enjeux communs entre les femmes immigrées et les femmes blanches.

Prenons l'exemple de l'émancipation dans les couples – on ne précise pas blancs, mais c'est ce qui est compris comme une évidence- si les femmes font de moins en moins le ménage à la maison, c'est peut-être parce que leur conjoint participe davantage à ces tâches, mais surtout, et ce que l'on ne dit pas, c'est que si ces femmes blanches - issues de certains milieux- peuvent se permettre de passer moins de temps à repasser ou à s'occuper des enfants, c'est parce qu'en fait, elles profitent d'une augmentation très forte du service à la personne et notamment du ménage à domicile et là... il n'y a pas de discriminations à l'embauche !

J'ai travaillé sur un projet d'insertion en région parisienne, les femmes immigrées y étaient surreprésentées, -80 à 90% des femmes étaient noires ou arabes - et là, pour faire le ménage, il n'était pas question de discriminations...les femmes blanches demandant explicitement soit une Marocaine pour faire à manger soit une Sénégalaise pour s'occuper des enfants... !

De fait, il n'y a pas de solidarité entre femmes blanches et femmes issues de l'immigration : l'émancipation des premières se faisant aux dépens de l'exploitation des femmes immigrées et je ne mentionne pas les salaires, la flexibilité des horaires, l'humiliation que peuvent subir ces dernières. Ainsi donc, face à cet état de fait, la lutte des femmes immigrées ne peut s'inscrire dans le simple cadre du féminisme, pas plus d'ailleurs que dans la lutte contre l'islamophobie.

Réaffirmer la question raciale

Vous avez sans doute tous vu la campagne du CCIF « Nous sommes la Nation », campagne sur l'islamophobie, autour de trois affiches faisant référence à des tableaux à forte dimension symbolique . La première met en scène, entre autres, des femmes portant le foulard et faisant allégeance au drapeau français – lorsque l'on sait que l'Etat produit des lois contre ces femmes portant le foulard, c'est proprement scandaleux. Mais au-delà, et ce qui est essentiel, c'est que l'on peut se rendre compte de la manière dont s'opère la dilution

de la question raciale lorsqu'il s'agit des femmes immigrées. Ainsi sous prétexte de lutte contre l'islamophobie (le but affiché de cette campagne), on évacue la question raciale. On nous présente des individus asexués, aracisés, à qui on fait porter un foulard en faisant oublier que, lorsqu'elles sont musulmanes, sous ce foulard, il s'agit de femmes arabes, noires pour la plupart. Cela renvoie d'ailleurs à une autre affiche-tableau de la même campagne sur laquelle on présente un couple racialement mixte : un homme apparemment arabe, une femme blanche avec des enfants blonds.

Ainsi pour parler d'islamophobie, on met en scène une femme blanche qui porte un foulard comme si les discriminations qui touchent les musulmanes en France concernaient socialement et structurellement des femmes blanches alors que ce sont massivement les femmes de l'immigration qui sont concernées.

Aujourd'hui, dans le mouvement de l'immigration, en parlant des femmes immigrées, on fait la preuve que l'on ne néglige aucune question, aucun enjeu sous prétexte que l'on ne doit pas s'éparpiller et qu'il y aurait déjà assez de problèmes dans l'immigration. Je ne pense pas que, sur la question des femmes immigrées entre autres, on assiste dans le mouvement au déni de la question raciale.

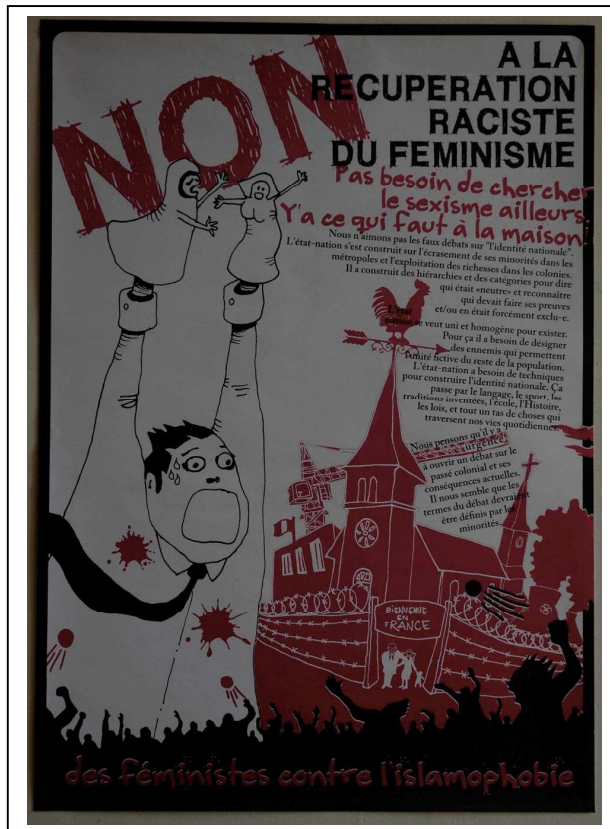
Je pense que l'on peut aborder tous les sujets, notamment celui des femmes immigrées, sans crainte de créer de divisions entre les hommes et les femmes immigrés, notamment si l'on prend comme dénominateur commun justement la question raciale. Si, sur la question des femmes immigrées est clairement posée la question raciale et notamment l'oppression de la part de l'Etat et des pouvoirs publics, il n'y aura pas d'éparpillement, ni de division possible au sein de l'immigration. A mon avis, le positionnement clair sur la question des femmes immigrées ne peut qu'enrichir largement la réflexion et relever le niveau de conscience politique, et pour les femmes immigrées et pour l'ensemble des immigrés.

Pour revenir sur ce qui a été dit au cours de la table ronde antérieure sur le racisme structurel, le schéma doit être clair : pour conscientiser et éviter la tentation de la voie intégrationniste, il faut affirmer nettement qu'à travers les institutions que sont le marché du travail, la politique de la ville, les projets de parentalité, le logement, la police, la justice, les Blancs et les Blanches sont nos ennemis. Il nous faut réaffirmer la question raciale et l'assumer sans ambiguïtés.

Réaffirmer le rapport de domination

Le rapport de domination doit être réaffirmé parce qu'il est à la base de l'analyse du rapport de forces. Tout à l'heure, j'ai fait mention de la voie intégrationniste. On a le choix dans le mouvement de l'immigration entre cette voie et la lutte, mais malheureusement j'ai l'impression

que sur la question des femmes immigrées comme dans d'autres, on est tenté de plus en plus, et même dans les



mieux les plus radicaux, par la voie intégrationniste. J'entendais il n'y a pas si longtemps un vieux militant anti-colonial, antiraciste- qui parlait de Français qui devaient sentir que ce serait mieux pour eux, pour leur bien, dans leur intérêt, de chercher à favoriser l'intégration. C'est à dire qu'il ne parlait plus en termes de lutte, de rapport de forces et de conflit mais en termes de sentiments, de sensations ...

Une argumentation qui va à l'encontre de tout ce que nous avançons, sur la nécessité de changer de mentalité, de ne pas entrer dans la voie de l'intégration. Ainsi tout ce que nous refusons revient par une voie détournée. En fait, cela ne fait que diluer la question raciale.

Pour conclure, deux points me semblent essentiels : d'une part, la question des femmes immigrées est trop importante pour que nous la mettions de côté sous prétexte que cela cliverait trop idéologiquement et politiquement.

D'autre part, il ne faut pas plus laisser cette question au pouvoir d'Etat, pas plus qu'il ne faut, au sein du mouvement de l'immigration, la laisser aux intégrationnistes.

Seules les femmes immigrées et/ou musulmanes peuvent réellement lutter contre l'oppression spécifique qu'elles subissent.

Propos recueillis par Y.M & A.V. Les intertitres ont été ajoutés.

Deuxième Table ronde

L'égalité des droits :

• Les chibanis (1)–

Une expérience : le café social Pays'âges

Patricia Abd-el-kader

De façon quelque peu abrupte, je commencerai par dire que dès le début, nous n'avons pas aimé cette dénomination de "café social" tant et si bien que nous l'avons nommé « Pays'âges » à partir de la combinaison de deux termes qui en font sa spécificité « Pays » et « Ages », ce qui correspond bien à ce qui fait ce café, son identité et sa vocation.

Par ailleurs, avant de m'occuper de ce café, je me suis occupée très longtemps de retraités algériens. Ce projet au départ était de nature interculturelle, néanmoins la majorité des personnes qui fréquentent ce lieu sont des Maghrébins, ils représentent une immigration qui est toujours là, établie là et qui ne repart pas ou ne peut plus repartir. Ce lieu a été créé en 2007 après une étude de préfiguration qui a duré six mois sur les besoins de cette population vieillissante à laquelle ont participé de nombreuses associations à travers un comité de pilotage.

Dans les besoins les plus notés figuraient en priorité les difficultés dans l'accès aux droits qui est réellement une question douloureuse pour ce public et, pour nombre de ces personnes, les difficultés liées à un grand isolement. De façon générale, ces retraités qui avaient cotisé aux caisses de retraite complémentaire, ne profitent pas de tout ce que proposent généralement les autres caisses : activités, sorties, loisirs ... En fait, ils constituent un public à part considéré comme n'étant pas apte à partager les mêmes loisirs que les autres retraités. Pour pallier cet état de fait, avec nos faibles moyens, nous avons ouvert ce café social en nous basant sur l'expérience d'un café social qui existait déjà à Paris. Pays'âges est un lieu ouvert tous les après midis et suivant les possibilités. Nous avons développé deux pôles principaux d'activités :

- une permanence administrative ouverte tous les après midis sans rendez-vous. Notre rôle n'est pas de nous substituer aux institutions. Mais devant la véritable coupure entre ce public retraité et les institutions, en l'absence de lien évident, nous avons défini notre rôle comme celui d'une passerelle avec l'objectif d'orienter au mieux ces personnes et de les aider dans leurs démarches sur place, que ce soit pour régler des problèmes de santé, de rendez-vous avec les médecins, problèmes avec les bailleurs. Bien entendu, nous avons établi des partenariats

avec des associations, ainsi pour tout ce qui relève du juridique, nous travaillons avec l'ODTI (Observatoire des Discriminations et des Territoires interculturels) et l'ADATE.

- Un lieu de création de lien. A partir d'une méthode que nous utilisons dans l'association, chaque mois nous établissons un programme après avoir consulté les 40 à 50 personnes qui, chaque après-midi, fréquentent le café, un programme qui prend en compte les envies exprimées mais qui est aussi fonction des possibilités. Si beaucoup de bénévoles sont investis dans l'association, le bénévolat ne permet pas toujours de pallier l'insuffisance des subventions. Nous partons du principe que les acteurs, ce sont eux les retraités. Beaucoup de choses sont faites, les sorties sont programmées parfois en partenariat, toujours sans grands moyens, des sorties qui, comme celles que nous organisons dans les musées, bousculent les clichés et les barrières.

On nous reproche souvent de nous occuper presque essentiellement des Maghrébins. C'est vrai, mais c'est parce qu'ils représentent une immigration qui est oubliée. Un phénomène qui est souvent méconnu, c'est que chez les immigrés retraités, il existe des personnes seules, en rupture familiale, qui ne rentrent jamais au pays.

Il nous semble que d'accueillir ces personnes, de leur servir de relais avec les institutions et les autres associations est un travail nécessaire et qu'au bout de cinq ans d'activité, notre action est somme toute une réussite. On essaie de s'ouvrir, d'aller vers l'extérieur et notre action dans le domaine de la santé est loin d'être négligeable. Et puis, ce qui me fait plaisir, ce qui nous fait plaisir, c'est que notre expérience a fait des émules et il y a des demandes dans d'autres communes pour créer des lieux comme celui-ci. Bien sûr, et nous en sommes conscients, il y a un risque de ghettoïsation, c'est ce que l'on nous reproche parfois et je le comprends, mais va-t-on pour autant croiser les bras et laisser ces anciens pour lesquels, je le reconnais, j'ai une grande affection car c'est une population à qui l'on doit beaucoup.

Propos recueillis par Y.M . & A.V.

Deuxième Table ronde :

L'égalité des droits

◆ Les chibanis (2)

Elias Bouanani (ODTI - Observatoire des Discriminations et des Territoires Interculturels)

L'ODTI est une association grenobloise qui accueille depuis 1970 des travailleurs immigrés devenues aujourd'hui des personnes âgées. Leur mode de vie en 2012 pour une grande majorité se trouve caractérisé par un va et vient entre le pays d'origine-la plupart du temps l'Algérie- et la France. Le principal objectif de l'ODTI depuis sa création est d'accompagner ces personnes dans une approche intégrée de nos différents domaines d'intervention. Si en premier lieu, il s'agit de prendre en charge la question du logement, -ce peut être un hébergement-, on propose également à ces personnes la possibilité d'être accompagnées sur le plan juridique, socio-administratif et du point de vue de la santé.

L'ODTI n'est pas la simple reproduction par exemple d'une résidence Adoma qui propose uniquement ou essentiellement de loger les personnes. A l'ODTI, nous portons depuis plusieurs décennies comme une marque de fabrique, une volonté de regrouper dans un même et seul lieu un service d'accompagnement multiforme pour pouvoir appréhender et trouver des solutions à toutes les difficultés qui peuvent se poser à ce public d'immigrés aujourd'hui vieillissants et âgés, certains de plus en plus nombreux étant dans le va-et-vient.

Il a été indiqué que des personnes restaient en France à demeure. Nous avons une centaine d'appartements. Seule une quinzaine de personnes restent effectivement constamment en France, certaines vivant de fait un total éloignement physique avec leur pays, leur famille, ce qui ne les empêche pas de garder des liens fraternels avec les camarades, avec le pays d'origine en lui-même, certains revendiquant même une dimension nationaliste.

Il faut compter aussi avec les accidents de la vie et certaines de ces personnes n'arrivent plus à faire d'efforts, et faire des projets est au-dessus de leurs forces. L'ODTI et le quartier sont leurs seuls points de repères et le rôle du café social « Paysages » pour ce public isolé est essentiel. Pour ces personnes à demeure, la prise en charge des questions de santé, en particulier l'accès au dispositif gérontologique, est également un point important qui représente une composante non négligeable de notre activité.

Emergence de problématiques propres aux personnes âgées immigrées

Néanmoins, nous sommes confrontés de plus en plus à la problématique du va-et-vient entre la France et le pays d'origine que nous voyons émerger depuis des années et qui concerne les personnes vivant dans l'entre-deux. Ce qu'il est important de comprendre à leur sujet, c'est l'écart qui existe entre ce public et le droit commun. Il n'est pas facile de se rendre compte des difficultés auxquelles se heurtent ces personnes vivant en France, un pays où l'administration est morcelée, éclatée, où on est face à une superposition de textes juridiques accumulés depuis des décennies. Il faut imaginer un vieux migrant dans son lieu de vie essayant de comprendre ce qu'il va advenir de lui, et de façon plus familière « à quelle sauce, il va être mangé », car c'est bien cela la vérité. De quoi en décourager plus d'un !

Vous avez sans doute entendu parler des collectifs qui se mobilisent en France autour de ces personnes, comme « Justice et dignité pour les chibanis » à Toulouse. D'autres se sont montés à Paris, Marseille, Lyon, Montpellier et ailleurs. On voit bien par là l'émergence d'une volonté de s'auto-organiser, de créer des liens pour répondre à cette difficulté d'accès aux droits qui se pose à ces immigrés vieillissants.

Un va-et-vient qui s'explique

De nombreux professionnels s'interrogent sur ce va-et-vient des travailleurs immigrés : « pourquoi ne vivent-ils pas auprès de leurs familles au pays ? ». La retraite du régime général est une retraite exportable, en fin de compte, ils ont suffisamment cotisé pour rester là-bas. Mais dans l'immense majorité des cas, il s'agit de personnes dont les parcours ont été totalement discontinus, alternant des périodes de chômage et de travail d'autant que depuis 1975, et la succession des crises économiques, on a assisté à des difficultés d'accès à l'emploi qui ont touché particulièrement ces populations.

Pour répondre à la question lancinante de leurs incessants allers-retours, de leurs navettes et expliquer ces transmigrations, une seule raison : concilier une vie de

famille normale avec des ressources financières décentes permettant de faire vivre tout le monde. En effet, certains travailleurs immigrés aujourd'hui retraités attributaires de minimas sociaux, sont dans l'obligation de respecter le délai de six mois de présence en France par année civile et non pas par année de date à date, et sont(donc assignés en quelque sorte à résidence, pour pouvoir accéder à ces prestations . C'est cette présence en France qui conditionne le versement de ce que l'on appelle les prestations non-contributives (comme par exemple l'allocation de solidarité pour les personnes âgées -l'ASPA-), allocations soumises à un plafond lié aux ressources et que ces travailleurs retraités, qui ont eu souvent des parcours professionnels discontinus, se trouvent dans la nécessité financière de percevoir. C'est le cas également, même si cela ne concerne que peu de personnes, de la CMU complémentaire soumise elle aussi aux mêmes conditions.

Dans tous ces cas, le non-respect de cette condition de durée de séjour expose les retraités immigrés à des redressements financiers qui peuvent faire très mal car les contrôles vérifiant l'effectivité de la résidence d'au moins six mois en France

Mixité, diversité et ... pauvreté

Contrairement à l'image traditionnelle, il est vrai que tous ne sont pas isolés, tous ne sont pas des hommes. Aujourd'hui, il faut savoir que de plus en plus de femmes se trouvent aussi dans les foyers comme c'est le cas dans notre résidence sociale à Grenoble- qui remplace les foyers de travailleurs migrants.

Ces résidences sociales ont pour mission de promouvoir une mixité des publics, de faire en sorte qu'à côté des anciens travailleurs migrants seuls ou faisant le va-et-vient, on intègre d'autres publics tout aussi vulnérables. C'est peut-être d'ailleurs là aussi le problème, on a créé d'une certaine façon des zones de relégation de la pauvreté. Cette mixité des publics, c'est ce à quoi nous devons faire face pour que les personnes, de manière différenciée, accèdent à leurs droits.

Le portrait-robot de la personne isolée en France cherchant à accéder à ses droits correspond à un homme, d'origine maghrébine, marié ayant des enfants au pays, effectuant fréquemment des allers-retours avec le pays d'origine, vivant en foyer de travailleurs migrants mais pas uniquement, beaucoup vivant dans des garnis ou dans le diffus par exemple des appartements en colocation souvent de fortune.

Ce sont tous ces publics -dont nous nous occupons à l'ODTI, au café Pays'âges ou dans d'autres structures équivalentes- qui arrivent avec leurs propres difficultés liées à leurs propres parcours de vie.

Finalement ce qui rassemble tous les habitants des résidences sociales, c'est que ce sont d'anciens travailleurs pauvres, victimes de la paupérisation évidente de la société et que la difficulté qu'ils ont à s'exprimer rend

particulièrement vulnérables lorsqu'il s'agit d'entreprendre des démarches administratives, et ce dès la prise de contact aux guichets où l'on ne prend pas le temps de les écouter.

J'ouvre une parenthèse, « Chibanis, chibanias » en arabe dialectal cela signifie « personnes aux cheveux blancs », catégoriser ainsi les publics, ce n'est jamais agréable, mais le terme « chibanis » aujourd'hui, lorsque l'on est face à certaines institutions leur parle beaucoup plus que lorsque l'on dit « vieux travailleurs migrants isolés ». Le droit commun ne reconnaît par ailleurs que les personnes âgées, immigrées ou non. Ce terme, loin dans l'esprit de présenter une stigmatisation, est devenu en quelque sorte un outil pour faire valoir un certain nombre de droits. sont fréquents.

La prégnance de racisme et de discriminations d'Etat qui battent en brèche l'Etat de droit

A ce jour, bien que la condition de nationalité ait été supprimée pour accéder à un certain nombre de droits sociaux, à la suite de batailles juridiques, -l'ODTI, le GISTI, le CATRED et d'autres, de haute lutte se sont mobilisés sur le fondement notamment de textes européens-, il n'en demeure pas moins que les barrières administratives qui, au fil du temps ont été rajoutées, en ont réduit la portée réelle. C'est en vérité un véritable parcours du combattant qui est imposé à bien de ces personnes pour accéder à leurs droits.

Et je ne m'étendrai pas sur le cas des titulaires de la carte de retraité étranger, carte qui permet, à des personnes ayant travaillé au moins quinze ans en France, d'accéder à un titre de séjour -le titre de séjour retraité- qui cependant, s'il a pu représenter un progrès, ne leur permet toujours pas d'accéder à l'ASPA ni à d'autres droits sociaux.

Ainsi, si effectivement la loi et au dessus d'elle, les grands textes humanistes nationaux et européens- notamment ceux inscrits dans notre bloc de constitutionnalité¹ et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ont permis de donner des droits inaliénable aux personnes, le lien entre l'organisation de la société et la dimension du racisme d'Etat qui touche de fait directement ces personnes n'en reste pas moins évident. Ce racisme d'Etat demeure toujours prégnant.

Comme le combat politique, le combat juridique reste essentiel. C'est un combat qui permet à une personne individuelle d'accéder à ses droits, et dont l'effet boule de neige est très important même s'il est vrai que la dimension politique permettrait de résoudre beaucoup de problèmes généraux. En France, l'Etat reste un Etat de droit et on peut obtenir des droits auprès des tribunaux. C'est aussi une dimension centrale à prendre en compte dans toutes nos actions de fonds militantes.

Propos recueillis par Y.M. & A.V. – Les intertitres ont été ajoutés

¹ La Constitution de la Vème République

Deuxième Table ronde : L'égalité des droits

◆ Les chibanis (3)

Saïd Djaafri

(FRACHI-Fédération régionale des acteurs intervenant auprès des chibanis et chibanias) Marseille -

Je fais partie de cette deuxième génération qui ont connu leurs pères monter cinq étages, deux sacs de ciment sur les épaules et qui, le soir, rentrés à la maison à bout de forces, trop fatigués pour s'occuper de leurs enfants, ne demandaient qu'à s'allonger parfois même sans ôter leurs vêtements de travail et qui le lendemain repartaient au travail.

Aujourd'hui, ce sont les chibanis. Ils sont à la retraite après avoir travaillé en France et y avoir passé leur vie, ce qui n'empêche qu'ils sont l'objet de contrôles inopinés pour vérifier s'ils n'ont pas passé plus de six mois dans leurs pays d'origine, en Algérie ou au Maroc. S'ils ont dépassé ce délai, ils perdent leur APL (Aide personnalisée au logement) et passé le délai de huit mois hors de France, on leur demande même de rembourser la totalité des sommes perçues.

Aujourd'hui, ces chibanis sont devenus des invisibles, parce qu'ils ne réclament pas, parce qu'ils restent tranquillement dans leur coin, attendant leur mort et certains ne cherchent même plus à rentrer dans leur pays de peur de perdre leurs droits.

A la FRACHI, nous combattons ces mesures. Nous sommes un certain nombre d'associations qui nous sommes fédérées, Marseille, Nice, Cannes, Toulon, Fréjus ... Nous travaillons ensemble, nous partageons nos expériences et essayons de trouver des solutions.

Dès le début, nous avons été partie prenante des Rencontres dans le Pas de Calais, puis à Marseille, Septèmes, Gardanne, lors des Deuxièmes Rencontres et l'an dernier à Créteil pour les Troisièmes et aujourd'hui, nous saisissons une nouvelle fois l'occasion de parler des chibanis parce que c'est un problème important, qui touche à bien des aspects, celui des retraites bien entendu qui est le plus évident mais quant à moi, j'insisterai sur le problème de la santé qui n'attire pas toute l'attention qu'il requiert, comme s'il s'agissait d'un problème annexe. Pourtant un chibani qui n'arrive plus à manger parce qu'il n'a pas d'argent pour se faire refaire un dentier est un problème qui mérite d'être qu'on le prenne en compte mais personne n'en parle, un chibani qui ne prend pas ses médicaments parce que c'est trop cher, personne n'en parle.

Sans vouloir le dire, on attend qu'ils partent, ces chibanis, et ce n'est pas qu'au Front national ! Dans les débats politiques, on parle de tout, mais personne dans la classe politique ne prend en compte la question des chibanis qui

ont travaillé pour la France, qui ont souffert et qui ont dû quitter leur pays, contraints parce que la vie y était difficile. Aujourd'hui, on leur dit, sans que cela n'émeuve personne « Vous ne pouvez plus rentrer dans votre pays, car si vous le faites, vous risquez de perdre vos droits » et personne ne s'insurge. Aujourd'hui, ils ont à choisir entre rester en France plus de six mois pour bénéficier de leur retraite et de l'ensemble des prestations ou bien de rester définitivement dans leur pays d'origine, mais ce que l'on oublie de dire, c'est que, dans ce cas, ils perdraient nombre de prestations qui constituent parfois l'essentiel de leurs revenus, c'est à dire qu'ils vivraient avec une retraite de misère.

D'autres problèmes auxquels nous devons apporter des réponses sont ceux liés au handicap, depuis l'aménagement des logements, celui de l'accès à la baignoire par exemple et là, c'est un véritable parcours du combattant. Lorsque j'accompagne un chibani ou une chibania dans ses démarches auprès des caisses de la CARSAT, je comprends qu'ils ne demandent plus rien, renvoyés d'un bureau à l'autre, d'une administration à l'autre, et le Conseil général qui déplore qu'il n'y a plus d'argent !

En fin de compte, ces chibanis deviennent des invisibles et demain, si nous n'y prenons garde, ce sont leurs enfants qui subiront le même sort et qui, à leur tour, deviendront des invisibles comme leurs parents.

Face à ces inquiétudes pour l'avenir, il est urgent de s'unir pour réagir parce que ce problème est très important. Nos parents ont travaillé pour nous, nous ont permis de grandir, ont tout fait pour nous et l'Etat ne fait rien pour eux.

C'est à nous de tout mettre en œuvre pour faire quelque chose pour eux, et pour l'amélioration de leurs conditions de vie et pour leur dignité. Il faut se battre, s'unir, revendiquer pour eux et plus encore à un moment où les services déconcentrés de l'Etat ne sont plus là, que les services d'aide et de prise en charge ont déserté

Aujourd'hui, il nous faut justement nous mobiliser pour que tous ces services reviennent sur le terrain et que les droits des chibanis soient respectés et élargis en commençant par la possibilité de rentrer dans leur pays, d'y rester le temps qu'ils veulent sans conditions, sans s'exposer à mesures discriminatoires.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

Deuxième Table Ronde

L'égalité des droits :

◆ Les chibanis (4)

Said Bouamama - Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires-(FUIQP)

Avant de rappeler la position du Front Uni sur la question des chibanis, qu'il me soit permis avant tout de faire référence aux travaux d'un grand monsieur, d'un sociologue, Abdelmalek Sayad, qui n'est pas enseigné du tout ici et qui a beaucoup travaillé sur les questions d'immigration. Il nous dit à peu près ceci : « Si vous cherchez l'image pure de ce que c'est qu'un ouvrier, la caricature de ce qu'est un ouvrier, c'est l'immigré qu'il faut prendre. Immigré et ouvrier, c'est quasiment synonyme ».

Pourquoi Abdelmalek Sayad dit-il cela ? Selon lui, dans l'imaginaire des pays impérialistes, le travailleur, c'est une force de travail sans odeur et sans saveur qui n'est pas perçu comme père de famille ou mère de famille, pas perçu non plus comme un locataire ayant besoin d'un logement pour vivre, mais perçu d'abord comme une force

de travail dans les secteurs de l'économie qui détruisent beaucoup plus que l'exploitation normale, on est même là franchement dans le domaine de la surexploitation !

Dans le Nord, j'ai mené une étude avec des ouvriers de différents secteurs, en particulier les mines et le textile. Ils ont décidé d'appeler cette étude consacrée à leur vie « Des doigts et des dos ». Un titre qui traduisait bien ce qu'avait été leur vie : dans ce groupe d'une cinquantaine de travailleurs immigrés ils étaient soit détruits au niveau du dos, soit leurs mains étaient mutilées et il leur manquait un certain nombre de doigts.

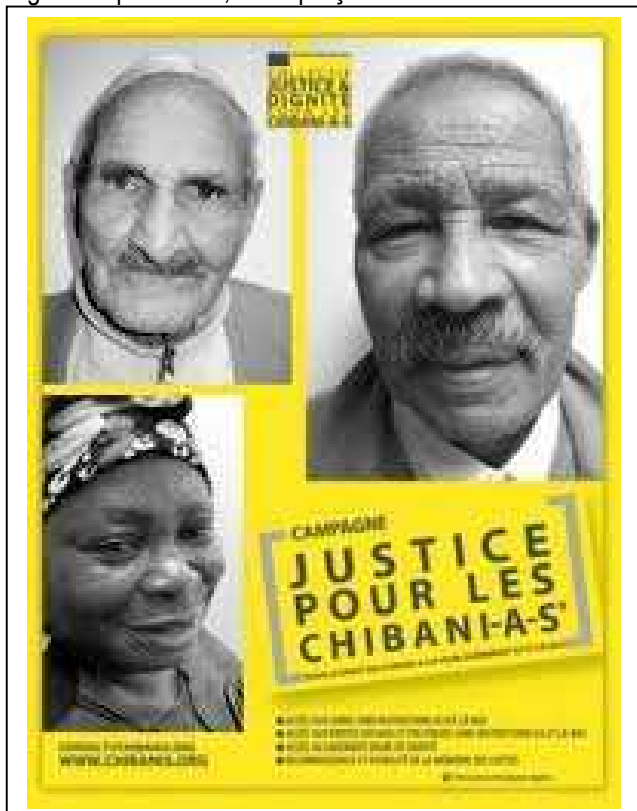
Dans d'autres régions, d'autres secteurs d'activité, en fonction de leur travail, ce seront d'autres parties du corps de ces ouvriers qui seront atteintes. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas à être pudiques sur ces revendications qui touchent à la santé et à l'intégrité des corps.

La dureté du travail, la surexploitation se traduisent également au niveau de l'espérance de vie quand on prend en compte l'origine : à catégorie sociale égale, l'espérance de vie d'un travailleur immigré est de dix ans de moins que pour un travailleur français ! Inégalité criante et encore s'agit-il de la partie la plus visible de l'iceberg : on a beaucoup parlé des chibanis, des foyers, mais restent les veuves, dont on ne parle pas, qui ont des pensions de réversion de misère, et qui, elles, sont invisibilisées.

Au FUIQP, on a deux revendications qu'il nous semble important de faire aboutir : la liberté de circulation complète, les chibanis doivent pouvoir bénéficier de l'intégralité de leurs droits quelle que soit la durée de leur séjour ici ou là-bas. La deuxième exigence du FUIQP, c'est la suppression de tous les titres de séjour spécifiques comme par exemple le titre de séjour « retraité ». Un seul et même titre de séjour, un point, c'est tout !

Partout des luttes se développent et le Front Uni n'a pas vocation à remplacer des gens qui se battent déjà mais reste une vraie question, c'est la multiplication de comités locaux qui ne sont pas sur la même longueur d'ondes, sur le même type de luttes. Une convergence des luttes est nécessaire, si l'on veut peser réellement... nous devons tous y travailler.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.



de travail. Et le colonialisme a d'abord pour objectif de trouver des êtres que l'on réduit à une force de travail. La situation faite aux chibanis reste incompréhensible si on ne prend pas en compte ce qu'a été toute leur vie, une vie

Deuxième Table ronde : L'égalité des droits

◆ « J'y suis, j'y vote ! »

Témoignage - Bernard Macret

On m'a demandé de livrer un témoignage sur la lutte que j'avais menée en tant qu'élu de 95 à 2001. J'étais élu minoritaire dans une majorité. Malgré les difficultés rencontrées, j'avais créé une commission extra municipale à laquelle participaient de nombreuses associations. Cela avait pourtant été très dur de la créer, j'ai réussi avec d'autres à mener à bien le projet mais l'expérience m'a appris également qu'on pouvait être relégué dans une commission extra municipale.

L'idée était de se battre pour le droit de vote des résidents étrangers, -de ne pas se battre à leur place-, de créer des conseils consultatifs pour un rapport de force en France sur cette revendication. Je reviendrai tout à l'heure sur les limites de ces conseils consultatifs. Nous avions en tête comme référence l'expérience des conseillers municipaux associés d'Amiens. Vous savez que dans cette ville, après 87 et durant une période, on arrêta le Conseil municipal et les résidents étrangers qui étaient inscrits sur des listes pouvaient intervenir sur toutes les questions de la vie municipale.

On est partis du fait qu'à Grenoble 11% de la population, soit plus de 20 000 personnes, sont des étrangers répartis en 40 nationalités. Ne l'oublions pas, ils ont très largement participé à la construction du Village Olympique des Jeux de 68. Nous considérons que tous ces gens qui contribuent à la vie sociale ne pouvaient pas être écartés de la vie municipale.

Ce qui m'a paru important, c'était de ne pas rester cantonnés à une commission alibi mais d'intervenir sur tout ce qui relevait du droit commun et de refuser de se laisser enfermer dans la question piègeante et réductrice de l'immigration.

Depuis la Libération, les résidents étrangers ont des droits sociaux, à la fois dans l'entreprise, dans les conseils d'administration des HLM, à la Sécurité sociale. En 98, les résidents étrangers de l'Union européenne ont eu le droit de vote aux élections locales. Je suis un peu amer et en colère, et particulièrement en ce moment. Je ne supporte pas que l'on repousse une nouvelle fois à plus tard la question du droit de vote des résidents étrangers. Si je comprends bien, cela ne se fera pas avant 2014, avec toujours comme alibi des prétextes techniques pour dire que ce n'est pas le moment. Cela fait trente ans que cela dure ainsi !

A l'intérieur de ce Conseil consultatif, on a essayé de mener un certain nombre de bagarres sur le logement et les discriminations, mais surtout sur la question du droit de vote dès lors qu'il avait été accordé aux citoyens communautaires. Parallèlement à la question sociale, la

question de la discrimination politique revenait au premier plan.

J'étais peut-être quelque peu naïf, mais je pensais que si dans d'autres villes de France des personnes menaient ce combat, cela créerait ce rapport de force : on allait réussir à rendre visibles politiquement ceux qui étaient invisibles. Malheureusement, il ne s'est créé qu'une dizaine, voire une vingtaine de conseils de ce type, mais pas plus finalement.

L'expérience a duré quatre ans. Pendant tout ce temps, chaque fois qu'on mettait comme point à l'ordre du jour la création d'un conseil consultatif, on me répondait qu'on n'avait plus le temps, que cela ne faisait plus partie de l'ordre du jour, et cela a duré quatre ans, tout ce temps juste pour pouvoir créer un conseil consultatif !

La question du colonialisme joue un rôle important dans cette affaire, et sur ce constat, je rejoins ce qui a été dit tout à l'heure. A cela s'ajoute une question de fond qu'il ne faut pas éluder, c'est l'idée de nation. La République n'est pas très ouverte et tout est confondu, intégration, assimilation qui parasitent le débat.

C'est quoi la citoyenneté en définitive ? On est résident dans un quartier depuis vingt ans, on paye des impôts, on participe à la vie locale, et pourquoi on n'aurait pas le droit de vote et le droit de vivre avec sa culture ? La grande question, c'est de déconnecter le droit de vote de la nationalité.

Cela fait dix ans qu'on participe aux campagnes de votations citoyennes, qu'on organise ces consultations. 65% des gens sont d'accord avec le droit de vote des étrangers sans que les choses aient évolué et je dirais même qu'aujourd'hui le temps presse, -quand on voit la pétition contre le droit de vote qui a recueilli 150 000 signatures ! - j'ai très peur de la restructuration qui se dessine entre le Front national et l'UMP.

Le temps presse parce qu'avec toutes ces campagnes xénophobes qui se développent et qui gangrènent des esprits, avec cette xénophobie d'Etat ambiante, les sondages indiquent une baisse du nombre de personnes favorables au droit de vote des étrangers.

Malgré tout, je n'ai pas l'impression d'avoir mené un combat pour rien. La ville de Paris a repris notre expérience, et ce n'est pas rien que la ville de Paris ait monté un Conseil des résidents étrangers, même si cela vaut ce que ça vaut. Il ne faut pas que ce soit la bonne conscience des Blancs.

Il est urgent d'obtenir ce droit de vote avant les municipales de 2014.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

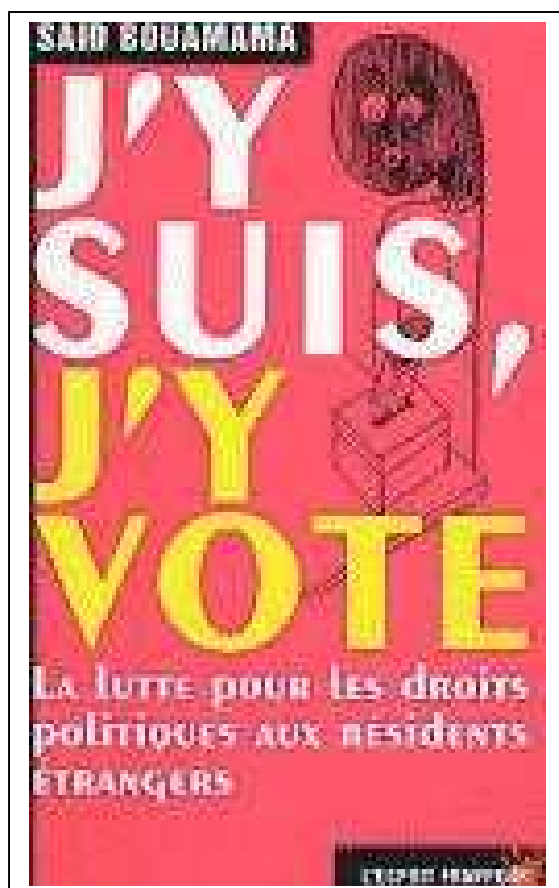
Deuxième Table Ronde : **L'égalité des droits**

◆ « J'y suis, j'y vote ! »

La position du FUIQP - Saïd Bouamama

Le Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires prendra l'initiative d'une campagne sur le droit de vote.

En ce sens, nous nous adressons à toutes les forces politiques, syndicales, mais d'abord aux forces vives de l'immigration, qui doivent être



prioritairement porteuses de cette revendication et se mobiliser.

Pour ce qui est des autres organisations, il nous faut dès à présent leur demander de clarifier leur

position et d'engager une initiative politique forte par rapport au droit de vote.

Il faut que l'année qui vient soit l'occasion de rappeler à tous que la question du droit de vote n'est pas une revendication parmi des milliers d'autres mais une clé pour poser la question sur le type de société dans laquelle nous voulons vivre et en conséquence de la place de l'immigration dans cette société.

Pour ce qui est de la position du Front Uni, nous considérons que tout ceux qui font la distinction entre les différents types d'élections, qui proposent une séparation entre droit de vote aux élections locales et droit de vote aux élections nationales sont des personnes, qui bien que rompant avec une logique, ne vont cependant pas jusqu'au bout de cette rupture.

Evidemment, nous ferons un bout de chemin ensemble mais nous, nous considérons que le droit de vote ne peut se réduire aux seules élections locales. C'est toute la question de la résidence qui est posée, et notre conception de l'avenir d'une société, c'est que tous les résidents qui habitent sur un même territoire doivent bénéficier exactement des mêmes droits, pas uniquement formels mais également réels.

C'est la notion même de la nationalité comme donnant des droits qu'il faut faire éclater. Et nous sommes conscients qu'en faisant cela, c'est la France de demain qui sera construite.

Propos recueillis par Y.M. & A.V.

Troisième Table ronde

Les indépendances confisquées

Les indépendances confisquées (1) Kamel Badaoui

Témoignage (Béchir Jouini)

Les indépendances confisquées (2) Saïd Bouamama

Introduction (Abdallah Benatia)

Cinquante ans après les indépendances, les anciens pays colonisés sont encore étranglés par des liens de dominations et d'exploitations. La mondialisation prend même le visage d'une recolonisation de plus en plus explicite. Tous les régimes s'opposant même de façon timide à l'impérialisme sont le lieu de déstabilisation, de coups d'Etat et si nécessaire d'interventions militaires.

La faiblesse du mouvement anti-impérialiste en France empêche toute réaction alors même que la France est de plus en plus présente dans les ingérences néo-coloniales.

Les peuples qui se soulèvent sont immédiatement l'objet de stratégies visant à instrumentaliser et à détourner les luttes et les aspirations populaires. Le peuple palestinien n'a jamais eu de situation aussi dramatique et de rapport de forces aussi défavorable.

Troisième Table Ronde : Les indépendances confisquées (1)

Kamel Badaoui - Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP)

Ces Rencontres des Immigrations et des Quartiers populaires ont été également conçues comme des rencontres d'échange et d'apprentissage mutuels. C'est donc une invitation forte à prendre la parole, à participer au débat, à donner votre point de vue que je vous adresse. Je voulais également préciser que si le FUIQP a bien entendu pour vocation d'initier des actions sur lesquelles on s'est mis d'accord collectivement - prise en charge de la défense des intérêts matériels et moraux des habitants des quartiers populaires, des jeunes, et des vieux immigrés les chibanis -le FUIQP est aussi un Front qui prend des positions, qui n'est pas neutre politiquement. Nous sommes un mouvement engagé. Nous ne sommes pas dupes, les quartiers populaires ne sont pas dupes de ce qui se passe. FAKO comme on le dit si bien en arabe dialectal algérien. Les habitants des quartiers populaires font le lien entre la guerre sociale qui leur est faite ici et les guerres internationales qui sont imposées aux peuples. Ceci explique pourquoi on a mis au programme de ces Rencontres les indépendances confisquées. Il est important de parler de pays autres que celui dans lequel nous vivons et nous agissons parce que toutes les luttes populaires qui s'y développent pour assurer une indépendance véritable sont aussi les nôtres.

Des luttes qui sont les nôtres

Qu'il me soit permis d'abord, pour être fidèle à l'engagement pris, de dire un mot de solidarité pour des camarades, des amis, tous les sans papiers qui sont en grève de la faim dans le Nord pour leur régularisation. Ils sont entre 150 et 200 à participer à ce mouvement. Bien entendu, au Front Uni, nous les soutenons dans leurs revendications. Nous considérons que ces luttes sont aussi les nôtres et qu'il est de notre devoir d'amplifier ce mot d'ordre de « Régularisation de tous les sans papiers », une régularisation sans condition aucune, sur la base de la liberté de circulation des personnes à l'échelle du monde.

Un deuxième point sur lequel j'ai pris un engagement formel au nom du FUIQP, c'est la solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie. Ce n'est pas un hasard que ce mouvement ait lieu en Turquie : ce pays est une base de l'OTAN. Parce que l'Etat turc est une base d'agression contre les peuples, nous avons à développer des liens étroits avec le peuple turc, avec les

progressistes turcs. Ce n'est pas un hasard non plus que dans ce pays, il y ait 10 000 prisonniers kurdes. Des camarades Turcs et Kurdes à Paris, membres du FUIQP, -ce sont eux qui ont confectionné la banderole sous laquelle nous nous trouvons- mènent d'ailleurs une grève de la faim dans leur local, en solidarité avec les prisonniers kurdes.

Enfin, ce qui reste pour nous un baromètre de la lutte contre l'impérialisme, c'est la lutte du peuple palestinien, en particulier pour le retour des réfugiés. Nous n'employons pas l'expression de « droit au retour » parce que parler de « droit » pourrait laisser penser que le retour relève de la négociation. Nous sommes pour le retour des réfugiés de 48 dans leurs maisons et sur leurs terres, et nous leur apportons un soutien indéfectible.

Alors que la lutte est plus que jamais nécessaire, j'invite tous les membres du FUIQP à saisir toute occasion de manifester sa solidarité au peuple palestinien – et même à initier des actions pour soutenir sa lutte. Ici même en France, le sionisme est en train de mener une offensive idéologique, et nous devons être prêts à y répondre, à réagir et à agir.

La lutte pour l'indépendance de l'Algérie : des leçons à tirer

Nous avons placé ces Rencontres sous le signe du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie mais, ne nous dérobons pas –certains le feraient-, c'est aussi le 58^{ème} anniversaire du déclenchement de la lutte armée pour la libération. Et sans détours, en cette période de révisionnisme historique et de revivification de la colonisation, nous devons réaffirmer très haut que nos aînés ont eu raison, nous devons réaffirmer que c'est grâce à eux que nous pouvons prendre la parole et porter une certaine voix des quartiers populaires, des exploités et des opprimés. Je veux dire à ce titre que nos aînés, toutes proportions gardées, ont eu à affronter des problèmes similaires aux nôtres. Ils ont eu à affronter cette asymétrie des forces, pour eux en priorité sur le plan militaire bien sûr, mais également sur les plans médiatique, politique, institutionnel.

Ce retour sur le passé, ce n'est donc pas seulement une question de devoir de mémoire ou d'hommage qui pourrait être protocolaire et sans lendemain. Il nous invite

au contraire à un devoir d'apprentissage, de connaissance des luttes d'hier pour mieux développer celles d'aujourd'hui tant aujourd'hui comme hier, c'est dans les luttes que nous pourrions grandir et développer le mouvement.

Ceux qui étaient jeunes en 1954, 56, 62 ont en grande partie pris leurs responsabilités. Je vous rappelle le mot d'ordre de lycéens et d'étudiants un certain 19 mai 1956 à Alger : « Avec nos diplômes, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ». Beaucoup d'entre eux ont pris le maquis et sont tombés en martyrs. Ils ont eu raison et ce fut la victoire sur le colonialisme. De manière analogue,



aujourd'hui dans les quartiers populaires, on pourrait reprendre un mot d'ordre qui s'inspirerait de cette force et de ce niveau de conscience « Avec des papiers ou sans papiers, avec la nationalité ou sans, nous ne serons pas des citoyens respectés, si nous ne nous auto-organisons pas ! ». Voilà une des leçons que nous pourrions tirer de cette période : si nous ne nous organisons pas en force politique autonome et si nous ne prenons pas nos responsabilités pour nous défendre, personne ne fera à notre place.

Lutter contre le révisionnisme historique

Nous sommes des immigrés, d'abord et à ce titre des fils et filles d'émigrés. Qui dit émigrés, dit résultat de la violence coloniale. Nous sommes le résultat de cette violence-là. C'est pour cela que l'on a quelque raison de parler aujourd'hui de l'impérialisme et du colonialisme. Ces luttes sont notre héritage et nous avons à apprendre de ces héritages.

On parle de Gérard Longuet, de son bras d'honneur, qui est une insulte aux victimes algériennes. Il est certes responsable personnellement de ses actes, mais son geste va bien au-delà et dépasse ce cadre individuel. Il en a été de même de Maurice Papon, responsable du massacre du 17 octobre 1961.

Le geste de Longuet ne doit pas faire oublier qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé. La multiplication de déclarations tout aussi hostiles et condamnables a marqué un passé récent. Nous assistons en fait à une revivification du

colonialisme et à un véritable révisionnisme de l'histoire s'exprimant sans retenue, porté par des forces sociales et politiques. Je voudrais insister à nouveau sur ce point, il ne s'agit pas de la responsabilité d'une personne ou de personnalités prises individuellement. Au delà d'un Longuet, ce sont toutes les forces politiques dominantes qui dirigent ce pays qui portent ce révisionnisme. Papon, au lendemain du 17 octobre 61 avait fait voter par le Conseil de Paris, où siégeaient toutes les forces politiques, une motion de soutien à la police, le parti socialiste s'était abstenu. C'est éclairant.

Longuet ne fait qu'amplifier ce révisionnisme qui est porté au plus haut sommet de l'Etat. Le 23 février 2005, les députés n'ont pas hésité à voter une loi, sur les aspects positifs de la colonisation. S'il faut faire attention et éviter de personnaliser, on doit évidemment analyser ces courants politiques et les combattre politiquement. C'est dans cette direction que nous devons nous engager.

Défaite du colonialisme, solidarité des forces progressistes

La repentance est une idée qui circule depuis quelque temps, nous nous refusons de nous engager dans cette polémique. Pour notre part nous ne revendiquons pas de repentance, nous refusons d'entrer dans cette voie et de quémander. Nous considérons que le colonialisme a été condamné par l'Histoire et que nos aînés ont eu raison comme toutes les personnes qui ont lutté pour la libération des peuples ont eu raison.

Il est important que ces victoires des peuples, et pas seulement en Algérie, soient analysées comme des victoires de toutes les forces progressistes à l'échelle mondiale. Certains Français, autochtones pour mieux préciser, ont donné leur vie pour la libération du peuple algérien. C'est ce qui fait que la lutte de libération en Algérie n'était pas une lutte contre le peuple français, mais bien une lutte de tous les progressistes...au même titre que la victoire sur le nazisme a aussi été une victoire du peuple allemand. Pourquoi ne considérerait-on pas les indépendances africaines, les indépendances asiatiques, l'indépendance de l'Algérie comme une victoire de toutes les forces progressistes, y compris ici en France ?

On assiste actuellement à des campagnes qui visent à nous éloigner de cette solidarité militante, c'est à dire à nous neutraliser politiquement. Si demain des jeunes des quartiers populaires manifestaient en faveur de l'Etat d'Israël, il n'y aurait aucun problème : ils ne trouveraient pas les CRS face à eux ! Cela démontre que c'est bien le contenu de nos positions qui importe et qui fait réagir nos adversaires. On vise en premier lieu à nous éloigner de toute expression ou action de solidarité parfois en utilisant des méthodes fascistes, l'intimidation, comme c'est le cas avec la LDJ (Ligue de défense juive) qui a agressé des militants qui exprimaient leur solidarité avec la Palestine.

On nous reproche parfois d'être trop radicaux, on nous adresse des injonctions - on est priés de ne pas parler d'impérialisme, de colonialisme. Cela ne nous fera pas dévier de notre cap : ce n'est pas notre intérêt, en tout premier lieu parce que l'impérialisme est plus que jamais une réalité vivante qui se traduit par toutes les guerres qui sont imposées aux peuples : Irak, Afghanistan, Soudan, Palestine, Libye, Syrie, ...Des guerres coloniales dans des formes à peine renouvelées quant aux modalités d'intervention. Ainsi, on invoque toujours le Conseil de sécurité, on invoque la « communauté internationale », -et je mettrais volontiers des guillemets à ce terme de « communauté internationale » qui ne désigne en fait qu'un club d'interventionnistes ! Nous-mêmes en France, nous vivons dans un pays agresseur des peuples. Et c'est une raison supplémentaire de ne pas dévier de cap.

Des indépendances en trompe l'œil, une exploitation qui se poursuit

L'indépendance des pays anciennement colonisés n'a pas mis fin à l'exploitation des peuples. Le monde est en crise, nous le vivons quotidiennement dans nos quartiers, cette crise, son fardeau, est portée par les couches populaires, les couches exploitées... Si on ne veut pas rester dans notre cocon de chrysalide, quelques statistiques tirées de la FSM Fédération Syndicale Mondiale, statistiques de 2009 doivent nous permettre d'établir le lien qui existe entre ce qui se passe à l'échelle du monde et à l'échelle de nos quartiers : 200 millions, dont plus de 20 millions en Europe, de personnes privées d'emploi, que l'on a l'habitude d'appeler « chômeurs », 1,4 milliard de pauvres soit 40% de la population active qui vit avec moins de deux euro par jour, 800 millions de personnes souffrant de la faim, dont une majorité d'enfants, 921 millions de personnes vivant dans des bidonvilles, l'espérance de vie est inférieure à 40 ans dans certains pays, à cause entre autres des guerres impérialistes, 230 millions d'Africains sont déplacés à cause des guerres, et à ce propos il n'est pas inutile de rappeler que les mouvements migratoires les plus importants ont pour cadre l'Afrique et non pas la France, comme on a l'habitude de le lire dans les journaux. Cette réalité de l'impérialisme est là, tangible, ce n'est pas une vue de l'esprit de quelques militants, illuminés. C'est une réalité vivante qu'il nous faut transformer.

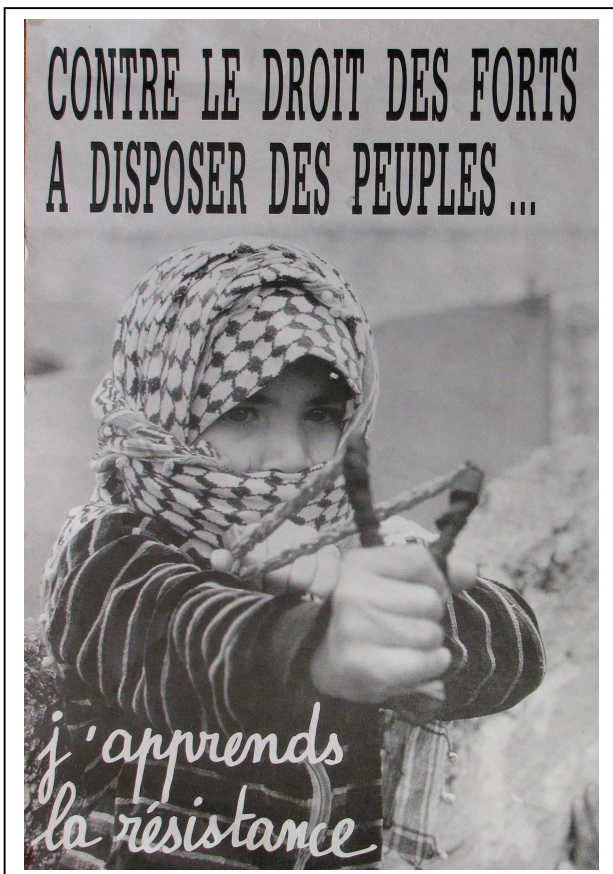
L'impérialisme, ce n'est pas seulement la guerre, c'est aussi un système -le système d'exploitation. Toutes ces guerres en réalité, au-delà de la violence phénoménale de la guerre, visent à imposer un système économique au niveau mondial. C'est pour cela que faire l'impasse sur la question de l'impérialisme, ne pas en parler, ne pas contribuer au développement des luttes anti-impérialistes, c'est en définitive accepter un système global. C'est ce

même système qui est responsable de la galère qui frappe de plein fouet à un niveau local les habitants des quartiers populaires, qui les prive d'emploi. Si toute l'histoire du capitalisme est faite de guerres, le retour des guerres coloniales a un but circonstancié qui est de remplacer les Etats nationaux par des ensembles de tribus, des ethnies plus facilement contrôlables. C'est ce à quoi on assiste en Libye, où des factions armées s'affrontent et où il n'y a plus d'Etat. Cela permet par contre aux sociétés multinationales de mieux contrôler l'accès et la gestion des matières premières, et même l'accès aux ressources humaines, - des ensembles entiers de populations se retrouvant mis au service de l'exploitation des ressources au profit des multinationales. Pour éviter les critiques et pour faire accepter ces interventions, on invoque des questions techniques, la bonne gouvernance, la mise à niveau de la démocratie, les droits de l'homme, l'ingérence humanitaire... En réalité, tout cela s'inscrit dans la mondialisation du capitalisme à l'échelle de la planète qui exige de s'affranchir de tout obstacle étatique, institutionnel ou politique.

Refuser le chantage

Un chantage est imposé aux populations de nos pays d'origine : « Ou bien vous acceptez l'intervention occidentale, ou bien c'est la dictature dans vos pays ». Idée saugrenue! Nous qui avons vécu la guerre de colonisation, la violence de la colonisation dans un pays comme l'Algérie savons ce qu'il en est. En arrière fond, se profile cette idée sournoise selon laquelle l'intervention occidentale apporterait une civilisation supérieure ! Et en matière de supériorité, toute la réalité de l'Histoire depuis la Première Guerre mondiale, et on pourrait remonter bien avant, témoigne du contraire. Qui a largué les bombes sur Hiroshima et Nagasaki ? Qui a produit le nazisme ? Qui a perpétré les massacres de Madagascar ? Ceux de la tribu des Aoufias sise près d'El Harrach, dans la banlieue d'Alger ? Et auparavant qui a entrepris les colonisations ? On pourrait continuer. Qui est ce Lyautey ? Bugeaud ? Pélissier ? Leurs traces sont toujours présentes, des rues portent encore leurs noms sans que nos dirigeants y trouvent quoi que ce soit à redire.

Nous ne sommes pas dans la culture du bras d'honneur mais ... une nouvelle fois, nous ne sommes pas dupes. FAKO !! Nous voyons bien que ce sont les mêmes qui hier ont soutenu ou participé à la colonisation, et qui aujourd'hui continuent à porter ce discours de supériorité et justifient l'action colonisatrice d'hier et de demain. Ce sont les mêmes qui hier ont protégé Ben Ali, Moubarak, qui les ont encensés, ce sont les mêmes qui protègent les régimes réactionnaires monarchiques arabes, la pétro-monarchie du Moyen-Orient, les mêmes qui sont incapables de formuler une quelconque critique sur l'Arabie Saoudite.



Quant aux interventions humanitaires, que ne l'ont-ils pas fait pour la Palestine après le bombardement de Gaza ?

Les luttes anti-impérialistes nous concernent de près, et pas seulement parce que nous sommes originaires de ces pays. Il ne s'agit pas d'une relation intime, subjective mais d'une relation objective, parce que la guerre qui est faite aux peuples est intimement liée à la guerre sociale qui est faite aux quartiers populaires.

Pour mener le combat contre ces peuples et s'appropriier toutes leurs richesses, on a besoin d'imposer le silence ici, on a besoin de dompter les quartiers populaires et toutes les forces progressistes.

Nous réaffirmons haut et fort, que nous sommes contre ces guerres, contre l'impérialisme, le colonialisme et le révisionnisme historique et nous appelons à la mobilisation la plus efficace, la plus permanente.

Pour ce qui est des actions du Front Uni, nous avons condamné l'intervention en Libye, pareillement nous condamnons l'intervention en cours de préparation en Syrie, et ce qui se prépare contre l'Iran, contre le Mali. Nous intervenons évidemment pour la Palestine. A nous de construire des ripostes efficaces parce que notre sort est aussi lié à celui de nos pays d'origine.

Propos recueillis par Y.M. & A.V. – Les intertitres ont été ajoutés

Témoignage - Béchir Jouini

Pour commencer, je rappellerai que dans les années 70, Giscard d'Estaing, à l'époque, ministre des Finances, avait commandé une étude sur l'apport des ouvriers immigrés à la Sécurité sociale et à la Caisse d'Allocations familiales. Cet apport présentait un solde positif s'élevant à 300 milliards de francs net. Pour expliquer cela, il faut avoir à l'esprit qu'un Français autochtone ne commence à produire qu'à l'âge de vingt ans. Un immigré, lui, arrive et est productif du jour au lendemain. S'il faut aussi rappeler à nos camarades français que leur niveau de vie a dépendu et dépend encore de l'apport de ces ouvriers immigrés, une fois qu'on a rappelé cela, et nous devons le faire, il nous faut passer à autre chose, à des problèmes plus actuels qui méritent notre engagement.

Je vis à la Villeneuve de Grenoble. Toutes ces dernières années, nous avons dénoncé la politique d'attribution des logements qui fait que nous, immigrés, sommes pratiquement parqués dans ces quartiers et que le niveau de scolarité baisse. Il y a de cela 25 ans, la population était encore, disons, mixte. Les plus anciens dans le quartier nous interpellaient sur un ton de reproche : « quand est-ce que vous, les Maghrébins, vous allez faire votre propre police ? ». En effet, la situation se dégradait mais il faut insister sur le fait que l'on ne se rend pas compte combien les horaires de travail en trois/huit ont eu des répercussions négatives sur l'éducation des jeunes et comme effet négatif sur la mixité des quartiers. J'ai connu personnellement des gens qui mettaient leurs enfants dehors pour simplement pouvoir dormir, parce que les enfants dans l'appartement faisaient du bruit. J'ai travaillé dix-huit ans au collège de la Villeneuve et j'ai assisté à des faits qui me sont restés gravés dans mon esprit, car pour moi l'Education nationale, c'est la base, la base du service public. C'est le socle d'une nation, d'un pays. J'ai pu constater que ce socle-là commençait à s'effriter. Et aujourd'hui ...l'on s'étonne que les jeunes de ce pays ne parlent pas français, pas correctement, et on les culpabilise. L'Education nationale, chargée de leur apprendre la langue de leur propre pays -parce qu'ils n'en ont pas d'autres de pays-, ne remplit plus sa mission.

Aujourd'hui, lorsqu'on entend les gens parler de leurs propres problèmes dans les quartiers, on se pose la question du comment faire aujourd'hui pour opérer la jonction entre les préoccupations des Français de souche et celles des immigrés, mais surtout la question du comment prendre en compte les problèmes des jeunes des quartiers sachant très bien qu'un grand nombre d'entre eux sont livrés à la drogue. Ainsi, c'est toute une

11 novembre 2012

partie de la jeunesse qui est complètement anéantie, marginalisée, laissée dans cet état pour l'empêcher d'accéder à la conscience politique, pour qu'elle ne fasse pas partie de notre combat, de leur propre combat pour la vie.

Aujourd'hui encore la question essentielle est d'interpeller nos camarades dans les syndicats ou dans les partis politiques dits de gauche, et la question est des plus simples « Quand est-ce que vous allez enfin considérer les immigrés comme des gens faisant partie de la classe ouvrière ? Nous sommes des prolétaires et même des sous-prolétaires ! Quand allez-vous admettre que nous faisons partie de la classe ouvrière ? A moins que pour vous la classe ouvrière n'existe pas ! »

Nous avons à prendre possession de notre propre histoire, l'histoire de nos propres pays d'origine oui, mais aussi l'histoire de la France d'aujourd'hui. Nous devons en faire la lecture, notre propre lecture, et cette lecture il va falloir l'imposer, pas contre les Français, mais en leur faisant comprendre que l'avenir de la France n'est pas au Nord, n'est pas à l'Est ni à l'Ouest, mais il est au Sud ! La géopolitique est là, et elle s'impose de fait. Et la renaissance de la France, la renaissance des partis de gauche ne se fera pas sans une lecture réellement révolutionnaire, celle qui apporte la contribution des peuples qui sont en lutte. Nous assistons aujourd'hui à une reconquête coloniale, en Syrie, en Libye et ailleurs et l'on nous présente cela comme une lutte contre les dictateurs. Si on prend le cas de la Libye, cela faisait 40 ans que le dictateur était aux affaires, tant qu'il n'a pas posé de véritables obstacles à la domination coloniale et néo-coloniale, les pays occidentaux s'en accommodaient ... Mais quand il a commencé à s'organiser avec d'autres pays africains ... et en disant cela, je ne cherche pas à le défendre, - quand ces dernières années, il s'est attaqué au Fonds monétaire international, là, pour les impérialistes, c'est devenu impardonnable.

Ces dictateurs-là que l'on dénonce aujourd'hui, n'ont pas créé des institutions pour une vie démocratique réelle qui aurait permis que ces peuples-là ne se trouvent pas dans la situation où ils se trouvent aujourd'hui, massacrés et divisés.

Tout à l'heure, l'Iran a été évoqué : il n'est pas inutile de rappeler que le programme nucléaire iranien a débuté du temps du Shah, et qu'il y avait même une coopération nucléaire. Alors, que s'est-il passé pour que cela ait changé à ce point ? Depuis la chute du Shah d'Iran, une autre logique s'est mise en marche, c'est de libaniser le monde arabo-musulman, c'est à dire de le diviser. A cela

s'ajoute la politique menée par les néo-conservateurs aux Etats-Unis et les tenants de la politique du Likoud en Israël qui veulent imposer la logique qui est la leur, celle de la confrontation des civilisations.

Quant au discours sur l'islamisme, il permet de ne pas parler des vrais problèmes. Quelque part, peu à peu, on prépare l'opinion mondiale à des guerres futures. Et même si tous les peuples d'Europe étaient contre la guerre du Golfe, la première comme la deuxième, cela n'a pas empêché ces pays-là, ces gouvernements-là d'entrer en guerre.

Pour ma part, je me considère comme un militant syndical et un militant de gauche et pour moi il est urgent



d'accrocher les wagons avec les jeunes du quartier, avec les chibanis, pour faire en sorte que ceux qui croient que l'immigré vole le travail des Français comprennent que ce n'est pas vrai, que c'est un moyen de diviser les gens, et que, lorsque l'on nous reproche d'envoyer des mandats de l'autre côté de la Méditerranée pour nourrir la famille, il faut savoir que cet argent revient en France sous forme de commandes pour l'industrie française.

Il y a beaucoup de choses qu'il faut que l'on arrive à dire, à se dire franchement, en particulier avec ceux qui, dans les syndicats, sont de notre bord. Il est temps de leur dire les choses, que l'on ne peut pas remettre certaines exigences au lendemain, comme le droit de vote des résidents étrangers. Leur dire que le problème des jeunes, c'est notre problème à nous tous, le problème des chibanis, c'est notre problème à tous, les guerres néo-coloniales, c'est notre problème à tous.

Je voudrais terminer par dire que l'on peut dormir dans le même lit sans faire les mêmes rêves pourvu que les rêves ne se transforment pas en cauchemar. Celui qui se réveille a l'obligation de réveiller l'autre avant que le feu ne se propage à toute la maison.

Propos recueillis par Y.M et A.V.

Troisième Table Ronde

Les indépendances confisquées (2)

Saïd Bouamama - Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires (FUIQP)

Kamel a bien résumé la position du Front. Il n'y a pas grand-chose à ajouter. A propos de la question de la recolonisation, je voudrais de façon très synthétique donner juste quelques points de repères sur les pièges qui vont nous être tendus. Je vais rappeler des éléments qui, mis bout à bout, et malgré un certain caractère de banalité vont faire apparaître la cohérence des manœuvres de l'impérialisme, et nous permettre de ne pas être dupes.

Un devoir de connaissance historique

Aujourd'hui, ce qui se joue, c'est la reproduction d'un système social, en l'occurrence le système impérialiste qui a besoin de s'étendre à la planète. On a donc tout intérêt à tirer les leçons de la phase précédente et en conséquence, le devoir de connaissance historique est incontestablement notre première tâche.

Il serait dangereux de croire qu'il y a eu une évolution spontanée vers la décolonisation. Ce ne sont pas les

il y a toujours eu opposition entre ces deux termes, entre ceux qui mettaient en avant le combat pour l'indépendance et ceux qui, se refusant à reconnaître le rôle des luttes, l'ont traduit en termes de décolonisation. En vérité, la décolonisation n'a été possible que par la radicalisation des luttes pour l'indépendance nationale. Rappelons-nous les assauts menés par les dominés, rappelons-nous Dien Bien Phu, rappelons-nous le 1^{er} novembre 1954, puis Bandung en 55, ce sont ces premières victoires qui ont coûté très cher en violence, en vies humaines, ce sont ces premières victoires qui ont amené les grandes puissances impérialistes à construire le discours sur la décolonisation. La peur que ces luttes radicales influencent et se propagent à l'ensemble du continent était telle que le mot d'ordre à l'époque était « Lâcher l'Afrique pour garder l'Algérie ».

Nous devons nous dire qu'aujourd'hui nos peuples, -et quand je dis nos peuples, il s'agit de tous les peuples dominés aujourd'hui,- vont inévitablement se révolter. Ces luttes prendront des formes que l'on ne peut pas prévoir, mais inévitablement des mouvements sociaux massifs se développeront en Afrique et dans le monde arabe. La question qui nous est dès lors posée, c'est celle de la responsabilité qui nous incombe, nous qui sommes au cœur de la bête, au cœur du système, là où se prennent les décisions d'agresser des peuples. Allons-nous nous considérer comme spectateurs, ou avons-nous une place à prendre dans ce combat ?

Sur ce point également, celui de notre participation à ce combat commun, les anciens nous donnent des leçons. Il faut rappeler que l'immigration a apporté une contribution importante au combat de leurs peuples pour la libération. Inutile de dire que dans la situation actuelle, le chemin à parcourir est encore énorme. L'intervention en Libye a pu se faire sans que cela provoque de manifestations massives. Aujourd'hui, l'éventualité d'une intervention en Syrie divise même les militants ! Des reproches certes peuvent être légitimement être adressés à Assad mais ne pas s'opposer à une intervention en Syrie traduit, en



colonisateurs qui auraient compris, à un moment donné, que l'on serait passé à une autre phase. La décolonisation est bel et bien le résultat d'un certain nombre de luttes menées par les combattants des pays colonisés. Pour aller plus loin, je crois même qu'il faut abandonner le terme de décolonisation qui masque la réalité même de la lutte pour l'indépendance. En réalité,

comparaison avec les générations antérieures, une baisse de la conscience politique, une baisse de la compréhension des enjeux.

Un besoin de légitimation

L'Histoire nous enseigne également qu'à chaque période durant laquelle le colonialisme a accéléré ses agressions, il a eu besoin d'indigènes légitimant ses interventions. Il a eu besoin de Mamadou et de Mohamed venant lui dire « S'il vous plaît, intervenez ! » Je rappelle cela pour que l'on ne soit pas surpris que des individus ou des forces politiques viennent anticiper les besoins de l'impérialisme tout simplement parce que c'est le système même qui les produit.

Un passé riche en possibles

Face aux agressions de l'impérialisme interroger l'Histoire permet et de déblayer le terrain et d'entrevoir des possibles. Je vais rappeler deux faits : la dernière mission de Frantz Fanon au nom du Front de Libération national était d'organiser des brigades africaines de volontaires maliens, ghanéens,... pour aller combattre les armes à la main contre le colonialisme français. C'était mettre sur pied l'unité du continent face à l'impérialisme qui voulait dominer l'Afrique. Et on ne peut que mesurer le degré de repli qui est le nôtre aujourd'hui.

Lors du Congrès d'Accra en 1958, qui réunissait l'ensemble des mouvements de libération nationale, deux conclusions importantes :

- l'indépendance politique qui ne s'étend pas jusqu'à la souveraineté économique, jusqu'à la libération des liens d'allégeance économique avec les puissances colonisatrices est une indépendance qui est complètement factice. Si à l'époque, on utilisait le terme de néo-colonialisme, aujourd'hui la situation de nos pays n'est-elle pas largement une situation néo-coloniale ?
- Pour résister à l'impérialisme et présenter un front plus solides que celui de nations indépendantes prises séparément, un projet d'Etats-Unis d'Afrique fut même proposé, jusqu'à débattre du choix de sa capitale. Il fut même admis que les Etats-Unis d'Afrique auraient deux capitales, au Sud le Cap en raison de la lutte contre l'apartheid et au Nord Alger pour rendre hommage à la lutte de libération en cours. C'était un rêve, une utopie, mais les nationalismes avaient été dépassés, l'unité du continent, la solidarité de l'ensemble des peuples pour résister à l'impérialisme étaient à l'ordre du

jour et répondaient à la dimension d'émancipation qui nourrissait les luttes.

Ce que fait l'impérialisme aujourd'hui, -casser les entités nationales pour remettre en avant des entités soit régionales, soit identitaires, soit tribales, en prétendant défendre des minorités opprimées-, montre le recul qui s'est opéré dans nos modes de pensée et parfois, de façon paradoxale, on peut affirmer que c'est le passé qui est notre avenir.



Diviser pour casser les Etats

Loin de souscrire à la théorie du complot, loin de vouloir donner une quelconque consistance à cette théorie, nous avons toutefois affaire à une stratégie calculée et programmée des dominants. Six mois avant la première guerre d'Irak, un curieux rapport est demandé à la CIA : il s'agit de dénombrer l'ensemble des minorités opprimées dans le monde. Et la CIA va en dénombrer deux mille ! Rapport très utile pour les Etats-Unis, deux mille clés qui vont permettre aux Etats-Unis de démembrer et de casser les Etats qu'ils ont intérêt à atomiser. Dans ce rapport figurent les Kurdes, les Amazigh, les populations du Sud Soudan, ...

Ce rapport-là va permettre la construction d'un discours de légitimation des ingérences et des interventions. La menace est sérieuse, ainsi pour casser éventuellement l'Etat-nation d'Algérie, ils n'interviendront pas en tenant le discours selon lequel le Blanc est supérieur à l'Arabe mais justifieront leur intervention en disant « Les Berbères sont opprimés, il faut intervenir », ce qui ne veut pas dire qu'il faille sous-estimer la question amazigh. Personnellement, je suis pour les revendications culturelles des amazigh mais dans le cas présent une lutte juste serait récupérée et instrumentalisée pour justifier une intervention.

En Irak, on nous a parlé des Kurdes opprimés, en Libye, au tout début on nous a parlé des amazigh, ailleurs ce sera une minorité religieuse, ici les chiites, là les sunnites ...Il faut cesser de se faire bernier...Partout où ils voudront intervenir, leur stratégie de légitimation, va

consister à s'appuyer sur des réalités justes pour les instrumentaliser.

Nous avons vraiment à mener une campagne durable parce que la stratégie qu'ils ont mise en place est inscrite dans la durée, non pas pour six mois, mais pour des années. Il nous faut préparer les militants à démasquer ces stratagèmes-là et à agir en conséquence, parce que nous sommes « au cœur de la bête ».

Si nous voulons aider nos peuples, ce n'est pas en luttant comme le font les Palestiniens, les Libyens, les Irakiens qui se battent sur place, dans leurs pays. Le seul



coup de main que nous pouvons leur donner d'ici, c'est de réfléchir au meilleur moyen d'affaiblir l'agresseur dans son propre cœur, c'est à dire ici même.

Redévelopper une dynamique anti-impérialiste sans hésitations ou sans attermolements, mais qui s'oppose à toute intervention quelles que soient les circonstances, est une exigence et pas seulement au Front Uni.

Fanon nous le rappelait : « **Jamais un agresseur ne peut apporter une émancipation** »



Éléments complémentaires après le débat

Saïd Bouamama

Sur la problématique des guerres coloniales, on a vraiment à se poser une question essentielle et à la poser partout, « Est-il possible que les Noirs et les Arabes, qui sont français, puissent être traités de manière égalitaire, puissent estimer être des citoyens, puissent se sentir respectés si en même temps, les Noirs et les Arabes, ailleurs dans le monde, sont dominés, exploités, humiliés ? » Il ne s'agit pas seulement d'une solidarité abstraite, mais de la prise en compte d'un sort commun, d'un destin commun. Et tant que cette dimension-là ne sera pas comprise, intégrée, on aura du mal à comprendre que le sort des pays du Sud détermine le sort de ceux qui vivent ici, et on aura du mal à construire dans la durée.

Autre question d'importance : sur quoi agir ? J'ai bien entendu ce qui a été dit dans le débat : « il y a des corrupteurs et des corrompus », des militants ont critiqué des régimes en place souvent à raison, mais pour nous qui sommes en France, on doit s'interroger sur qui on peut agir ... Sur les corrupteurs ? Cela relève bien avant tout du travail de nos peuples et nos peuples ont des militants, nos peuples sont capables de courage et comme on l'a vu, seront capables de mouvements. Nous, par contre, qui sommes ici, sur qui peut-on agir, si ce n'est sur les corrupteurs ? C'est pour cela que je redis, de façon parfois un peu abrupte à ceux qui vivent ici « Ne me parlez pas des dictateurs ! Au moment où nos peuples bougeront, se mobiliseront, la solidarité naîtra dans les combats. Vous croyez qu'ils n'ont pas de cerveaux, pas de combattants ? » Par contre moi qui suis ici, je peux agir d'ici sur ceux qui permettent à ces corrompus d'exister. Ici, je peux et je veux affaiblir ces corrupteurs.

Propos recueillis par Y.M. & A.V. – Les intertitres ont été ajoutés

Annexe :

Document final

transmis par le FUIQP

à l'issue des

**Quatrièmes Rencontres
nationales
des Luittes de l'Immigration**



Quatrième rencontre nationale des luttes de l'immigration dédiée au cinquantième de l'indépendance de l'Algérie et aux luttes anticoloniales

Echirolles

10 et 11 novembre 2012

Conclusions et orientations

L'HEURE N'EST PLUS AUX HESITATIONS : LE DEVOIR DE S'ORGANISER COLLECTIVEMENT

Les événements qui ont secoué le monde et la France ces derniers mois annoncent pour l'immigration, ses enfants et les quartiers populaires, une aggravation de leurs conditions matérielles d'existence, une stigmatisation encore renforcée sur la base d'un discours sécuritaire et islamophobe, une mise sous surveillance grandissante des résistances issues de ces quartiers, un racisme de plus en plus ouvert et offensif comme en témoigne l'émergence du discours sur le « racisme anti blanc » qui n'est rien d'autre qu'une couverture du racisme réel, institutionnel et systémique, une remise en cause des droits comme en témoigne les attaques dont sont victimes les Chibanis et un abandon de la revendication du droit de vote aux résidents étrangers sous la pression de la droite et de l'extrême-droite.

Face à ces attaques présentes et à venir nous présentons un front désuni, un éparpillement des forces militantes de l'immigration et des quartiers populaires, un repli des militants sur leurs sphères locales et/ou sur des luttes spécifiques, des divisions entravant les dynamiques communes portants plus que jamais urgentes, une invisibilité sociale et politique sans précédent depuis plusieurs décennies et surtout une incapacité à fédérer, structurer et organiser des quartiers populaires dont les habitants se paupérisent, sont stigmatisés et discriminés.

La situation des quartiers populaires et de leurs habitants en dégradation permanente depuis plusieurs décennies est tellement grave, qu'elle donne naissance à une violence destructrice retournée contre soi et les siens. Cette violence est à son tour instrumentalisée par le discours médiatique et politique dominant pour renforcer encore la stigmatisation de ces quartiers et de leurs habitants. La colère légitime des habitants des quartiers populaires est orpheline de cibles politiques du fait de la carence d'organisation.

Certes cette réalité n'est pas nouvelle mais un seuil qualitatif a été franchi ces derniers mois sur tous les plans : Pauvreté et précarité, désespoir d'une partie de notre jeunesse, dégradation des rapports sociaux entre habitants du fait de cette situation sociale, stigmatisation sous la double forme articulée de l'islamophobie et des discours sur un « ennemi de l'intérieur » et sur le « racisme anti-blanc », multiplication des plaintes contre des militants, actions répressive contre les Rom autorisant des tendances au Pogrom, etc.

Face à ces situations chacun est appelé à prendre ses responsabilités. Nous pouvons rester divisés et continuer les luttes intestines sur tel ou tel désaccord mais cela conduit inévitablement à une absence de riposte

collective. Nous pouvons tous continuer à agir dans notre sphère locale et sur des luttes partielles toutes légitimes mais il ne faut pas nous mentir à nous même, le résultat est inévitablement une absence de visibilité nationale pourtant incontournable pour défendre les intérêts des quartiers populaires. Nous pouvons persévérer à attendre des drames pour dans le deuil retrouver quelques velléités d'actions retombant ensuite par l'action du temps qui passe.

Nous pouvons maintenir ces postures ou au contraire avoir collectivement et modestement le sursaut qu'exige la situation des immigrations et des quartiers populaires. Nous pouvons céder au sentiment d'impuissance produit par les choix économiques, politiques, sociaux et idéologiques nationaux ou au contraire nous donner les moyens d'apparaître vite et massivement sur une question qui engage notre avenir. Ces questions ne manquent malheureusement pas. Sans être exhaustif abordons quelques unes de ces questions sur lesquelles l'absence de visibilité nationale est politiquement dramatique pour les immigrations et les quartiers populaires.

LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS POPULAIRES : UN DÉSASTRE SOCIAL ET HUMAIN

Un chômage deux à trois fois supérieur à la moyenne nationale et encore plus importants pour notre jeunesse, des discriminations racistes massives qui privent d'espoirs pour l'avenir une partie de plus en plus importante des enfants de l'immigration, des attaques contre les services publics qui sont pourtant indispensables à la survie dans nos quartiers, une rigueur annoncée qui touchera encore plus les plus démunis, etc. La crise ne l'oublions pas ne touche pas indifféremment tous les habitants de France. Elle aura compte-tenu des choix nationaux fait aujourd'hui d'abord un effet d'appauvrissement des plus pauvres, de précarisation des plus précaires, d'abandon public des plus abandonnés.

La quotidienneté dans nos quartiers est faite de jeunes qui se détruisent et d'autres qui tentent de résister à un système de contraintes leur laissant de moins en moins de perspectives, de factures qui s'accumulent et d'un jonglage permanent avec les échéances pour éviter l'arrivée des huissiers, le cumul d'intérim, de petits boulots au noir et de contrats aidés ne permettant aucune projection dans le futur, du spectacle de membres de la famille, d'amis, de voisins qui sombrent, de rapports sociaux qui se dégradent, etc. De surcroît ces épreuves quotidiennes se déroulent en entendant en permanence des discours insultants sur les quartiers et leurs habitants et de comportements humiliants de la part de certaines forces de polices dont le contrôle au faciès n'est que la forme la plus apparente. Enfin lorsque cette situation intenable débouche sur des explosions de révolte collective c'est une nouvelle fois la stigmatisation qui est au rendez-vous.

Une telle situation mériterait une action nationale commune, massive, visible et incontournable.

LE DROIT DE VOTE AUX RÉSIDENTS ÉTRANGERS : UNE QUESTION DE DIGNITÉ

Cette vieille revendication de nos concitoyens résidents étrangers est une nouvelle fois menacée d'être renvoyé aux calendes grecques sous la pression de la droite et de l'extrême droite. Alors qu'il est désormais une réalité dans de nombreux pays européens, on entend des leaders du PS déclarer que le moment n'est pas opportun. C'est l'absence de ce droit de vote qui conduit à une sous-estimation du vote des classes populaires puisqu'une partie non négligeable de celles-ci est exclue de la France politique et du droit de cité. C'est ce déni de citoyenneté qui permet à la droite et à l'extrême-droite de développer ses thèmes sans courir le risque d'être sanctionnées lors des scrutins locaux. En réalité l'attachement à une citoyenneté limitée à la nationalité n'est rien d'autre que la défense d'une citoyenneté à plusieurs vitesses c'est à dire que l'institutionnalisation d'une inégalité des droits. La seule citoyenneté compatible avec l'égalité est celle qui est unitaire c'est à dire qui est basée sur la résidence.

Certains avancent l'excuse de la réciprocité pour justifier leur opposition au droit de vote pour les résidents étrangers. Nous voici ainsi transformés en marchandise dont le sort dépend du bon vouloir de deux Etats. Accepter l'argument de la réciprocité revient à attendre une décision simultanée de tous les pays. Si cette logique était appliquée aux autres droits nous aurions une régression généralisée. Il ne faudrait pas accorder le droit de se syndiquer à ceux venant d'un pays dictatorial au prétexte qu'il n'y aurait pas réciprocité par exemple.

D'autres à gauche souligne encore une fois que les esprits ne sont pas mûrs et que les français ne sont pas prêts. Si un tel argument avait présidé lors de la décision d'abolir la peine de mort, la guillotine fonctionnerait encore. Les arguments ne sont pas neufs. Ce qui est nouveau en revanche est que le débat se déroule sans les premiers concernés. Les prises de paroles se sont multipliés ces derniers mois pour s'opposer au droit de vote, pour considérer que le moment n'est pas opportun, pour appeler à la patience et même pour nous dire que l'immigration n'exigeait pas ce droit, etc. Nous sommes les seuls à être restés silencieux du fait des raisons évoquées au début de ce texte.

Une manifestation nationale massive devrait être aujourd'hui une priorité de tous ceux qui sont attachés à l'égalité.

L'ISLAMOPHOBIE ET LE DISCOURS SUR LE « RACISME ANTI BLANCS » : UNE HUMILIATION PROGRAMMÉE

Les caricatures de Charlie Hebdo ne sont qu'un nouvel épisode d'un feuilleton diffusé depuis plusieurs décennies. Les épisodes sont de plus en plus fréquents et de plus en plus agressifs. Ces caricatures sont dans les faits de véritables clichés dignes des guerres de religion du moyen-âge. Le but réel est évident : opérer une diversion par rapport aux véritables questions

que sont les problèmes économiques et sociaux qui secouent la société française. Quant à la fameuse liberté d'expression elle est à double vitesse. Liberté d'insulter pour les uns et interdiction de manifester contre ces insultes pour les autres, liberté pour les dominants de diffuser dans la presse leur vision du monde et absence d'accès aux médias pour les opprimés, les milieux populaires, les exploités. Certains invoquent le droit au blasphème mais ici aussi la logique est celle de la double vitesse. Personne n'a crié à la défense du droit au blasphème quand les photos des seins nus de la compagne du prince d'Angleterre ont été retirées illico-presto. De même, il existe à juste titre des lois interdisant de porter atteinte à la « Shoah » (qui est rappelons le un terme biblique) ou à l'« Holocauste » (qui est un terme évangélique). En fait sous couvert de laïcité, de droit au blasphème et de liberté d'expression c'est depuis plusieurs décennies une religion précise qui est visée, une partie des citoyens de France précise qui est insulté par les islamalgames. C'est bien une islamophobie généralisée qui tente de se construire pas à pas.

La même logique est à l'œuvre avec le développement de la campagne sur l'existence d'un « racisme anti blancs » en France. Les objectifs sont également les mêmes : construire une partie de notre société comme dangereuse, comme constituant un « ennemi de l'intérieur » à surveiller et à réprimer. Mettre sur le même plan un racisme systémique et institutionnel (celui qui touche les immigrés et leurs enfants) et des réactions individuelles (les fameux « racisme anti blancs ») c'est dans les faits renforcer ce racisme réel qui touche les immigrés et leurs enfants français. Une telle analogie est injustifiable mais surtout ramène le débat du champ politique (les décisions politiques qui s'imposent pour une égalité réelle) où il se situe au champ moral (les rapports entre les individus). Le ministre de l'intérieur Valls prétend même donner comme solution au problème des rapports entre police et milieux populaires Le vouvoiement. Aborder cette question politiquement comme résultat du racisme institutionnel et systémique c'est exiger non pas le vouvoiement mais une action concrète contre le contrôle au faciès.

Le thème n'est pas nouveau. Frantz Fanon le critiquait déjà en expliquant son apparition comme arme contre les revendications des colonisés. Lors des manifs sur le CPE ce faux concept est également brandi pour empêcher la convergence entre jeunes des quartiers populaires et les autres lycéens.

Bien sur que des conflits « communautaires » existent. Ils sont le résultat non pas d'une « culture », d'une « non- intégration », d'une « carence éducative » ou d'une religion, mais d'une division entretenue par les politiques publiques, les débats médiatiques et les thématiques dominantes des principaux partis politiques. On ne peut mettre sous le même rapport l'exaspération d'un jeune maghrébin ou noir (français

dans la majorité des cas) en chômage et qui aspire aux mêmes droits que les jeunes « blancs », et l'exaspération d'un chômeur « blanc » qui croit qu'il est prioritaire en vertu d'une supériorité de race, de nationalité du fait des idéologies dominantes diffusées par l'extrême-droite et reprise largement dans d'autres partis. Le fait qu'une organisation comme le MRAP reprenne à son compte l'affirmation de l'existence d'un « racisme anti blancs » est significatif de la gravité de la période.

Sur cette question également une réponse collective et visible est urgente.

LE RETOUR DES GUERRES COLONIALES ET L'IMPLICATION FRANÇAISE

Après l'Irak, l'Afghanistan, la Lybie, voilà que l'on prépare les esprits à une intervention en Syrie. Les mêmes qui ont massacrés les peuples irakiens, afghan, libyens, les mêmes qui protègent le colonialisme sioniste et les régimes monarchiques arabes réactionnaires, les mêmes qui ont portés à bout de bras les Moubarak et Ben Ali, préparent de nouvelles guerres coloniales. La campagne médiatique nous ressort le même leitmotiv : aller au secours des peuples qui se révoltent, accompagner la démocratie, libérer les femmes, arrêter les massacres, etc. L'objectif stratégique est également à chaque fois le même : mettre en place des marionnettes entièrement inféodées aux intérêts des puissances impérialistes, redessiner la carte des pays producteurs de matières premières pour les faire éclater en plusieurs entités plus contrôlables. Aux anti-impérialistes hésitants développant des analyse en terme de « ni-ni » ou de « oui mais », nous devons rappeler qu'il ne peut y avoir d'émancipation qui soit imposée de l'extérieur. Se sont les peuples eux-mêmes qui feront leur avenir si nous voulons que celui-ci ait une signification de progrès.

Compte tenu d'un très large consensus construit depuis plusieurs années, il n'y aura pas de mobilisation consistante contre les prochaines guerres si nous n'en prenons pas l'initiative.

Ces quelques questions suffisent à souligner l'urgence de la situation. Il ne s'agit pour répondre à ces questions de prétendre nous unifier sur tous les détails et d'appeler chacun à renoncer à ses analyses. En revanche il est urgent d'apparaître en commun afin d'assurer une visibilité dans le débats et le rapport des forces national. Ne pas le faire quelque soit les raisons invoquées conduit à instaurer deux logiques :

La première concerne l'ensemble de la société française et est résumée par une internaute de la façon suivante :

« Ils sont venus chercher les jeunes de banlieue: j'ai approuvé, ce sont des voyous. Ils sont venus chercher les gens du voyage: normal ce sont des voleurs de

**Le choix est clair :
Etre spectateur
dominé ou acteur
collectif faisant
son histoire**

poule. Ils sont venus chercher mon voisin: normal ses parents sont nés au Mali. Ils sont venus chercher le copain de ma fille: normal ses grands-parents sont nés en Algérie. Ce matin on a tapé à ma porte. Je ne me souviens plus du lieu de naissance de mes grands-parents. »

La seconde concerne l'immigration et ses enfants :

« Ils sont venus chercher les sans-papiers : j'ai approuvé j'avais des papiers ; Ils sont venus chercher les jeunes en révolte de la cité : normal ils exagèrent. Ils sont venus prendre des manifestants contre l'islamophobie: je trouve que ce n'est pas le problème principal. Ils sont venus chercher les opposants à la guerre en Syrie: je ne me sentais pas concernés car j'avais un petit point de désaccord. Ce matin on a tapé à ma porte et j'ai compris mais il était trop tard. »

Le choix est clair : Etre spectateur dominé ou acteur collectif faisant son histoire.

Les participants
aux quatrièmes rencontres
nationales des luttes
de l'immigration ont pris
les décisions suivantes :

Organiser rapidement la formation politique de ses militants

Poursuivre l'implantation du Front dans d'autres régions

Réagir immédiatement contre toute nouvelle intervention militaire impérialiste que celle-ci concerne le Mali, la Syrie ou l'Iran

Prendre une place active dans la campagne de soutien aux deux Saïd

Prendre l'initiative d'une manifestation nationale pour le droit de vote aux résidents étrangers

Renforcer les actions initiées par les collectifs et associations de soutien à la Palestine, aux Sans-Papiers, aux Roms, contre les crimes racistes et sécuritaires, pour le respect des droits des Chibanis

Préparer immédiatement les 5^{èmes} rencontres pour en faire un pas qualitativement nouveau dans l'organisation et la mobilisation des immigrations et des quartiers populaires

RE
P
O
I
D
E

Extrait du texte de la campagne
« Devoir d'insolence antiraciste »

En soutien à Saïdou de ZEP et Saïd Bouamama

Texte complet et pétition à retrouver sur le site

www.devoirdinsolence.fr/

<http://petition.lesinrocks.com/devoirdinsolence/>

La mise en examen de Saïdou du groupe ZEP et de Saïd Bouamama, après celle d'Houria Bouteldja, est un signe parmi de nombreux autres d'une progression dangereuse des idées et organisations racistes et fascistes.

Ces dernières se sentent autorisées à passer à l'acte du fait de la banalisation de l'islamophobie, de la chasse aux Rroms, des violences policières, de la poursuite de l'expulsion des sans-papiers, du report de la loi sur le droit de vote aux résidents étrangers, des discriminations racistes qui continuent à une large échelle, etc.

La riposte est urgente et ne peut se limiter à une simple logique défensive. Défendre ces deux camarades c'est passer à l'offensive et visibiliser le camp d'un antiracisme politique, et non moral, et d'une revendication d'égalité réelle et sans restrictions sur la seule base de la résidence sur le territoire. Le nombre importants de soutiens spontanés reçus en quelques jours indique la possibilité d'agir rapidement, nationalement et localement et de rendre visible de manière incontournable ce camp dont nous avons besoin.

Des rappers et autres artistes, des universitaires, des dessinateurs, des caricaturistes, etc. et, surtout des centaines de militants, nous ont fait part de leur disponibilité et de leur volonté de se mobiliser.

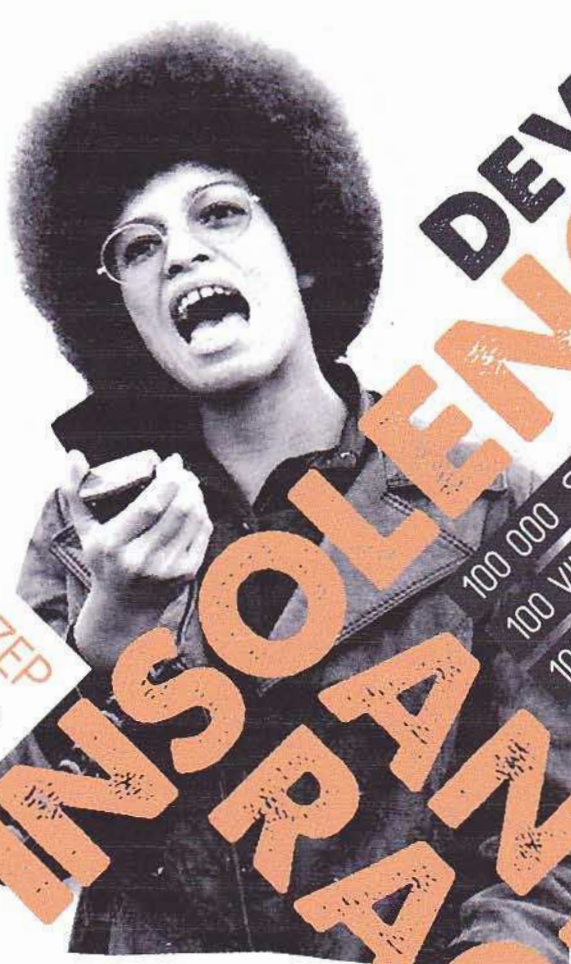
Il s'agit maintenant de nous organiser d'abord localement mais aussi de nous coordonner nationalement. [...]

Novembre 2012

SOUTIEN À SAÏDOU DE ZEP
ET SAÏD BOUAMAMA

DEVOIR
D'INSOLENCE
ANTIRACISTE

100 000 SIGNATURES
100 VILLES
100 COMITÉS D'ACTIONS



[CAMPAGNE DURABLE D'INSOLENCE ANTIRACISTE ■ FEUILLE DE ROUTE #1 ■ NOV 12]

Textes et pétition à retrouver sur le site

www.devoirdinsolence.fr/

<http://petition.lesinrocks.com/devoirdinsolence/>